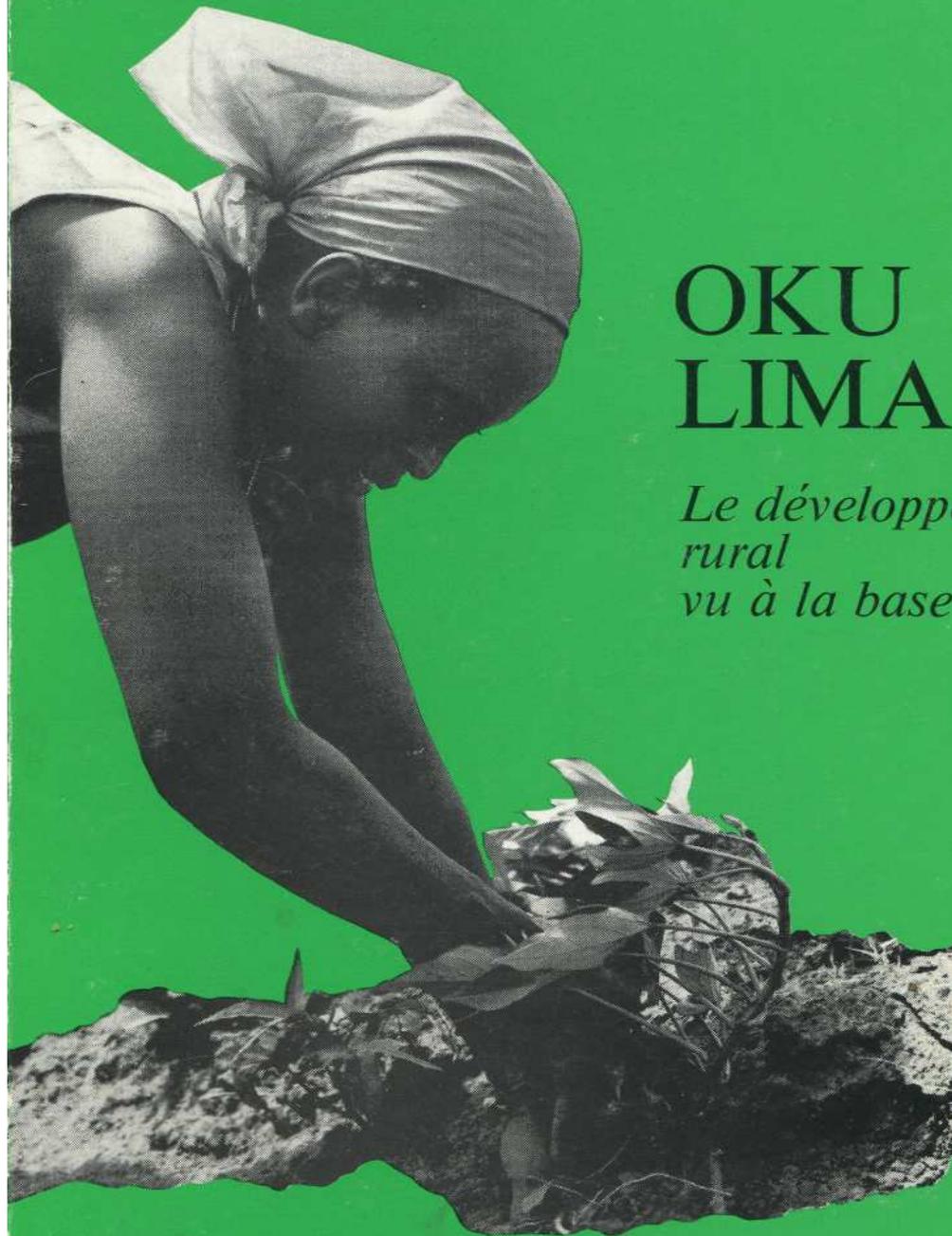


Editions du Soc

Edmond Racloz



OKU LIMA

*Le développement
rural
vu à la base*

OKU LIMA

Edmond Racloz

OKU LIMA

Le développement rural vu à la base

EDITIONS DU SOC

Lausanne

«Vaincre la misère... »
«Priorité au monde rural... »
«Priorité des priorités aux cultures vivrières... »
«Seul un développement par les intéressés eux-mêmes
est valable... »
«Compter sur ses propres forces... »

Les spécialistes
Les gouvernements *Les institutions internationales*
Le bon sens *Les gens*

I

Sur le terrain

Dans tous les pays d'Afrique, le développement de l'agriculture est une nécessité absolue. Tout le monde est d'accord là-dessus. Seule une augmentation de la production agricole peut permettre aux paysans de mieux vivre eux-mêmes, de lutter contre certaines carences alimentaires et de nourrir comme il faut le reste de la population, dont le nombre ne cesse de grandir d'année en année.

Les encouragements ne manquent pas. Presque chaque jour, à la radio, dans les journaux, en d'innombrables discours, d'éminentes personnalités proclament et répètent: «Priorité à l'agriculture!» Beaucoup d'argent est dépensé dans de vastes projets que viennent animer d'excellents techniciens agronomes. Et tout cela, souvent, en pure perte.

Pourquoi ?

Voici par exemple un immense pays fertile, abondamment couvert d'herbe que l'on voit brûler sur des centaines de kilomètres à la fin du temps sec. Si cette herbe était fauchée au début de la saison sèche et mise en réserve sous forme de foin, ou d'ensilage, l'alimentation du bétail serait résolue et les vaches donneraient plus de lait que les en-

fants n'en pourraient consommer. L'expérience a été faite de nombreuses fois. Les résultats sont probants. Les élevages des colons étrangers ont confirmé la possibilité de réussite. Mais la population locale n'adopte pas le procédé.

Pourquoi !

Ailleurs il est relativement facile de cultiver des arbres fruitiers. Adultes et enfants aiment manger des fruits, conscients ou non de leur bonne valeur nutritive. Plusieurs espèces, une fois l'enracinement assuré, prospèrent sans aucun nouveau soin. Pourquoi n'en plante-t-on pas systématiquement? Est-il difficile peut-être d'obtenir des jeunes plants ? Non pas, on rencontre de très nombreuses pépinières que l'on n'a guère utilisées. Elles restent à l'abandon, puis sont brûlées avec la brousse qui les a envahies.

Pourquoi ?

Un peu partout, à chaque grosse pluie, ruisselets et rivières se transforment en torrents de boue. La terre fraîchement labourée est emportée brutalement, laissant apparaître le fond des sillons tranchés dans le sous-sol par le soc de la charrue. Diverses mesures ont été prises par des départements d'agriculture, tels ces gradins en courbes de niveau striant les collines pour y fixer le sol et l'eau. Mais pourquoi ces buttes protectrices n'ont-elles pas été respectées ? Pourquoi ont-elles été effacées, détruites, dans tous les champs qu'elles traversent ?

Pourquoi ?

L'épuisement rapide des terres, en pays chauds, est connu de tous. Le vocabulaire spécialisé employé localement est à ce propos éloquent. Les engrais chimiques sont trop coûteux, difficiles à obtenir, et leur rendement est risqué. Par contre, les cultures de légumineuses à grand développement ne coûtent que le soin de cueillir et de ressemer les graines. Ces légumineuses remplacent la matière organique, base de la fertilité, et ajoutent l'azote atmosphérique fixé par les bactéries de leurs racines. Cependant ce procédé naturel, qui reproduit le rôle régénérateur de l'humus de la forêt, demeure une pratique étrange et ne franchit pas, en général, les limites des champs de démonstration.

Pourquoi ?

Cinq «pourquoi» entre mille. Autant de «pourquoi» que de situations où **techniciens et cultivateurs ne se sont pas compris.**

LA DIFFICULTE DU DIALOGUE

«Pourquoi» semble le meilleur mot pour aborder les innombrables difficultés que rencontrent les volontaires du développement en milieu rural traditionnel. Qui se dit «pourquoi» a déjà dépassé l'enthousiasme candide, le dépit frustrant, la critique myope ou la recherche de meilleures

conditions ailleurs! Qui se demande «pourquoi» est sur la voie de la découverte.

Mais une population ne se laisse pas consulter comme un dictionnaire. Elle ne répond pas par des séries de définitions. Comment pourrait-elle exprimer librement les mobiles les plus profonds de ses comportements, alors que de mémoire d'homme elle a toujours dû répondre de manière à ne pas contredire l'autorité qui la manipulait ? En régime colonial, donner les réponses que voulait entendre le représentant du pouvoir était une condition de survie. L'habileté à s'adapter à ce besoin était devenu tout naturellement la grande priorité. Même le risque de manquer de nourriture était ressenti moins dangereusement que celui de la répression. Et il en est résulté très concrètement ceci : quand on propose des mesures pour améliorer les conditions de vie, les risques possibles de conflit sont ressentis plus dangereusement que les privations auxquelles la population est habituée.

Il m'a fallu personnellement plus de quinze ans pour déchiffrer et pour comprendre quelques-unes des raisons du manque de réceptivité des populations rurales aux propositions, plans et projets d'amélioration de leurs conditions de vie. Vaut-il la peine de décrire ces tâtonnements ?

La sociologie a justement acquis une place prépondérante dans les programmes de formation à la vulgarisation. Ces dernières années, plusieurs ouvrages intéressants ont paru sur l'animation ru-

raie. Ils rapportent des projets réussis, d'utiles méthodes de travail. D'autres livres ou revues internationales, faisant écho aux grandes conférences sur l'agriculture et l'alimentation, constatent de trop fréquentes dégradations de la situation plutôt que des améliorations. On trouvera les principaux titres de ces ouvrages et revues dans la petite bibliographie à la fin de cette brochure.

Pendant ce temps sur le terrain, là où se vivent la stagnation, le démarrage ou la déchéance, que voit-on? Les solutions élaborées en haut lieu, les moyens et techniques, les motivations, la documentation, les techniciens sont généralement absents. Ils ne sont pas arrivés ou n'ont pas passé, n'ont pas été compris ou n'ont pas été acceptés.

La principale raison? Sans risque d'erreur, dans la grosse majorité des cas, **un défaut de relations entre les hommes**. Le domaine de la technique est très avancé, mais les hommes ne suivent pas. On le sait. Par conséquent, **contribuer à élargir ce goulet d'étranglement est devenu primordial**. Les déclarations de bonnes intentions ne suffisent pas. La connaissance du milieu est nécessaire. Et ce milieu n'est pas une matière aux propriétés déterminables. **Ce milieu est un tissu de relations, dont la découverte dépend de la qualité de nos rapports avec lui**.

Ces relations ne s'établissent pas dans des conditions artificielles. Les enquêteurs qui questionnent une population sans vraiment participer

eux-mêmes à sa vie, à ses luttes, à ses peurs ne peuvent recueillir que des informations ethnologiques, sociologiques, économiques, folkloriques. Ils peuvent avoir avec cette population, grâce à l'orientation de leur travail, des relations plus cordiales et plus respectueuses que la plupart des autres étrangers. Néanmoins, parce qu'ils décrivent ce qu'ils observent sans se trouver eux-mêmes activement engagés dans la lutte pour l'existence, ils ne touchent l'expérience de relations dans cette lutte, et la dure peine de chaque jour, qu'à la tangente.

Celui qui rapporte des faits sans proposer de changements ne «sent» pas les résistances que susciteraient des propositions. **La connaissance du milieu, indispensable aux agents de développement, s'acquiert dans la pratique, dans l'exercice de l'animation rurale.** L'information transmise par l'ethnologue ou le sociologue facilitera grandement la démarche; elle ne la remplacera pas.

Une bonne relation entre techniciens et milieu rural est indispensable pour un travail fructueux. Il vaut donc la peine de lui accorder la place qu'elle doit occuper, c'est-à-dire la première.

LES TECHNICIENS

La découverte de l'interlocuteur renvoie tôt ou tard à la découverte de soi-même. Nous irons plus

vite en commençant par là. Qui sont ces techniciens, étrangers ou nationaux, à qui est confiée l'animation rurale et de qui on attend de l'efficacité ?

Par technicien, il faut entendre tout agent vecteur de technicité, quel que soit son niveau ou sa spécialité. L'efficacité est la résultante d'une technique élaborée.

Le technicien occidental a vécu dans un milieu hautement technicisé, en continu et rapide changement. Par expérience individuelle et collective, il sait que progresser c'est adopter les techniques les plus efficaces au fur et à mesure qu'elles apparaissent. Il sait aussi faire des adaptations personnelles, apportant sa propre contribution au perfectionnement de ses moyens de production comme de ceux de la collectivité. Cette expérience est décisive. Elle lui donne de l'assurance, du dynamisme, une efficacité réelle.

S'il se sait efficace dans le travail qu'il réalise, l'Occidental n'est pas automatiquement conscient des mécanismes de sa propre efficacité. **Il en ignore les limites, surtout dans un milieu culturel totalement différent du sien.** Il a acquis son efficacité dans une société d'abondance; il ignore les conditions de l'efficacité dans la pauvreté. C'est une des principales raisons des innombrables échecs et déceptions de la majorité de ceux qui ont voulu se mettre au service du tiers-monde. Et puis leurs connaissances, efficaces dans le milieu d'ori-

gine, se sont révélées inapplicables dans un milieu tout autre, qui ne connaît pas la même référence de relation de causes à effets, ni les mêmes critères de valeur. Le rendement, le remplacement d'un vieil équipement par un nouveau plus efficace, la croissance économique, le rôle du capital, le temps même sont des notions qui «vont de soi» dans l'économie occidentale. Elles ne rencontrent souvent aucun écho dans une société en économie de subsistance, ou juste au-dessus.

Le technicien occidental élabore des projets avec un grand nombre d'éléments importants à ses yeux, mais absents de l'horizon des gens concernés. Pire, sa déformation est telle que souvent il ne s'en aperçoit pas. Ou, le sachant, il poursuit sur sa lancée sans trouver d'alternative. Il serait facile d'établir un dossier très lourd de ses maladroites. Elles sont mentionnées ici, afin d'essayer d'éviter leur répétition et d'aider à repérer celles dont on n'aurait pas encore pris conscience.

Le technicien africain, de son côté, n'échappe pas d'office au décalage qui existe entre le monde technicisé et son milieu traditionnel. Tout simplement parce qu'il tient sa formation du monde de la technique. Et l'étude de cette technique n'a pas été dissociée de l'ensemble socio-économique qui l'a créée. Ce technicien souffrira même, probablement, du désavantage d'avoir acquis ses connaissances en dehors de son milieu d'origine, sans avoir eu l'occasion de bénéficier de l'expérience

familiale des paysans de chez lui, ni de ceux du pays de ses études. Il transmet donc «ce qu'on lui a enseigné». Pour lui, l'adaptation des méthodes peut être aussi plus difficile que pour le praticien issu d'une paysannerie en constante transformation.

Beaucoup de cadres africains du développement rural ont été formés dans des institutions de style européen ou nord-américain, comme agents d'exécution de programmes correspondant aux buts économiques intéressés de leurs initiateurs. C'était inévitable. Plusieurs sont aujourd'hui conscients de leur formation inadéquate, de leur incapacité à faire face aux besoins immédiats et concrets de leur peuple et de leur pays. Leur formation académique les a préparés aux tâches administratives. Elle ne leur a pas donné une compétence pratique suffisante. Et plus le nombre d'années passées dans les écoles a été élevé, plus certains techniciens africains se sont trouvés éloignés de l'expérience villageoise, avec leur savoir d'un autre monde.

Pour eux, quelles sont les possibilités et occasions d'intégration dans le vécu du village?

Les options politiques du pays en question sont ici certainement décisives. Rarement sera-t-il possible d'envisager l'alternance études-travaux des champs en dehors d'une politique nationale d'intégration du savoir et du travail.

Une grande évolution peut déjà, heureuse-

ment, être constatée en ce qui concerne les conceptions de l'agriculture dans le tiers-monde. De la forme hiérarchisée de l'encadrement technique en vue de la seule productivité jusqu'aux diverses formes de vulgarisation et de promotion populaire, un pas décisif a été franchi. Par exemple, les cultures vivrières sont maintenant inscrites dans les programmes officiels de développement, à côté des produits d'exportation. On ne s'intéresse plus uniquement aux denrées, mais enfin aussi à leurs producteurs. Des coopératives tentent de neutraliser les marges exagérées de bénéfice des commerçants. Et la vulgarisation, l'animation rurale se substituent au seul recrutement de main-d'oeuvre. Mais les hommes, leurs habitudes, leurs institutions ne sont pas automatiquement, totalement, magiquement recyclés! Sans doute s'est-on engagé sur le bon chemin ; celui-ci sera encore long.

LA FERME MODELE N'EST PAS UN MODELE

En Afrique, le décalage entre les belles réussites des cultures industrielles, d'une part, et la précarité de l'agriculture traditionnelle de subsistance qui les côtoie, d'autre part, saute aux yeux du voyageur le moins prévenu.

A gauche de la piste, on travaille au bulldozer, en lignes parallèles jusqu'à l'horizon. Les traitements insecticides se font par avion. Et la récolte se compte par milliers de tonnes. A droite, dans la

plus grande simplicité, des femmes amoncellent à la petite houe, en buttes sinueuses, la terre superficielle. Bébé au dos, elles plantent quelques centaines de patates.

Ce contraste violent provoque ou accentue, chez beaucoup de techniciens étrangers, un dangereux préjugé : la réussite est possible ! Le traditionnel n'est qu'une arriération. Il faut répandre les bonnes techniques chez ceux qui ne les connaissent pas encore. «Nous savons, ils ne savent pas, on va leur montrer...» Il n'est pas facile d'échapper à l'enchaînement de fausses attitudes qu'engendré ainsi le constat de la coexistence des secteurs agricoles modernes et traditionnels.

L'efficacité de l'entreprise moderne s'impose pour le technicien comme un «modèle». Il va donc mettre ce modèle à la disposition du peuple. Et c'est ainsi qu'ont été créés d'innombrables villages pilotes, fermes modèles, colonats ou autres, et qu'on élabore de multiples «projets». Plus ou moins vite, les prophètes de l'efficacité constatent que leurs modèles n'ont pas de poids, ne sont pas imités par les gens des alentours, n'exercent aucune véritable influence.

A l'opposé l'idéaliste, amateur de liberté folklorique, défenseur de l'authenticité et de la tradition, risque lui aussi de passer à côté, en les ignorant, des divers mécanismes de dépendance et de refus que provoque cette proximité de styles opposés et liés. Il s'étonnera d'être considéré comme

suspect de vouloir prolonger l'opposition au progrès.

La bonne volonté la plus désintéressée de l'un comme de l'autre n'est pas suffisante, quoique décisive, pour établir les relations de confiance nécessaires à une collaboration fructueuse avec la population. Que cette bonne volonté, au moins, leur permette de découvrir et de comprendre comment est ressentie chacune de leurs interventions, avec toutes les interférences successives, y compris la leur propre et celles du groupe auquel ils appartiennent.

II

Les résistances du milieu rural

La société rurale n'est que rarement un milieu vierge. De nombreuses interventions extérieures l'ont conditionnée: la colonisation, le vocabulaire importé, le système scolaire, l'argent. Le poids des coutumes, en outre, la résignation devant les difficultés de la vie, une certaine conception «magique » du monde sont autant de causes de résistance aux changements souhaités.

L'HERITAGE DU COLONIALISME

Pendant longtemps, aux yeux de la population locale, les interventions extérieures ont paru sans suite ni cohésion, sans véritable intérêt pour elle. Même celles qui offraient aux producteurs une augmentation significative de leurs récoltes prouvaient bientôt être très directement intéressées. Elles avaient pour but d'augmenter les exportations ou de fournir des matières premières à une industrie en formation. Une liste de telles tentatives serait longue : riz, coton, tournesol, ricin, etc. A chaque fois, les cultivateurs se sont rendu

compte rapidement que de la nouveauté ils touchaient seulement de quoi subsister, non pas les moyens de réellement progresser. Le vrai bénéfice allait à d'autres.

Ces procédés coloniaux ou néo-colonialistes sont aujourd'hui largement dénoncés. Peut-être n'est-il pas superflu, toutefois, d'en signaler certaines conséquences sur le terrain.

Les cultures destinées à l'industrie et à l'exportation (coton, sisal, sucre, café) sont conduites par de grosses exploitations aux puissants moyens techniques et financiers. Quelques fermes d'élevage sont de grandes dimensions, la majorité de dimensions moyennes. Ce secteur d'élevage et de grandes plantations industrielles monopolise les moyens de production et les cultures rentables. Il abandonne aux cultivateurs traditionnels le soin de fournir à très bas prix les produits alimentaires de base (maïs, haricots, arachides, légumes) destinés au personnel des plantations, industries et pêcheries.

Les travaux de recherche des stations et instituts agronomiques, la littérature spécialisée, la formation des cadres, tous les facteurs de progrès sont orientés vers le secteur de haute production. Au secteur traditionnel sont appliquées quelques mesures judicieuses, mais ordonnées dans l'intérêt des exportateurs : désinfection et garde des semences de céréales d'une saison à l'autre, commercialisation de la récolte, vaccination du bétail.

Pour la population, ces mesures ne se traduisent pas en nette amélioration des conditions de vie et de travail, la petite part de gain du producteur étant presque totalement réencaissée par le commerce fournisseur de produits industriels échangés contre les produits du sol.

Une importante partie des gains du producteur n'a même pas l'occasion d'entrer en circuit dans le pays. Si le cultivateur employait ses recettes à l'achat de chaussures fabriquées artisanalement, un artisan du pays vivrait indirectement du produit local. Mais le commerce a su habilement substituer à l'objet confectionné localement le soulier de fabrique importé. L'argent du maïs ou du riz repart ainsi dans les pays industrialisés, sans avoir laissé sur place autre chose qu'un produit vite consommé.

LANGUES ET LANGAGES

Le vocabulaire révèle divers conflits. Car **les mots ne sont pas neutres.** Tout technicien agronome devrait en être conscient. L'usage de la langue coloniale devenue langue officielle, quand on ne connaît pas les langues vernaculaires, présente de nombreuses embûches. Elle limite, chez l'étranger, la compréhension de possibles aversions et rejets de la part des populations locales. En umbundu par exemple, une langue parlée en Angola, «oku lima» veut dire labourer, semer, cultiver. C'est le travail traditionnel par lequel on obtient sa subsistance. La bonne traduction ne saurait être «agriculture». «Agriculture» c'est le mot naguère employé dans les secteurs de

D'autres exemples similaires pourraient être donnés en parlant des transports publics, de la bière, du pain ou du lait en poudre. Plusieurs produits alimentaires importés servent ainsi de grands filets de récupération des liquidités populaires. Cette politique est désastreuse. Elle soustrait à l'agriculture les derniers petits sous disponibles, qui sont dès lors perdus pour l'achat du plus élémentaire équipement de production.

23

l'économie coloniale. Il représente les grandes plantations, les services officiels, les revues qui ne traitent que des techniques propres à la culture des produits destinés à l'exportation. Il suscite automatiquement la méfiance des petits paysans.

«Coton», pour la population du sud du Mozambique, ne signifie pas une plante. C'est la culture faite sous contrainte, le souvenir de fausses promesses et d'abus. Ce mot «coton» rappelle les travaux forcés, les contremaîtres autoritaires et leurs procédés réprouvés. Même la récente notion d'«animation rurale», m'a-t-on affirmé, est pareillement piégée chez les cultivateurs de Madagascar ou de Haute-Volta.

24

Le technicien doit être sensible aux résistances quelquefois inconscientes que peuvent susciter certains mots qu'il emploie. La malencontreuse utilisation de termes porteurs de mauvais souvenirs peut faire se cabrer l'interlocuteur et couper à l'avance toute écoute.

L'étude de la langue locale ne sera jamais trop recommandée aux techniciens agronomes soucieux de bonne coopération avec la population. Mais, là encore, il leur faudra faire attention. Trop souvent les langues sont considérées comme de simples média interchangeables. Pourtant connaître la langue, mieux, le langage du lieu d'Afrique où l'on travaille, ce n'est pas seulement être capable de se traduire !

parlant sa propre langue, il est vraiment lui-même. En parlant celle de l'autre, il en est devenu partiellement le miroir, à des degrés variables. Combien de fois ce phénomène échappe au technicien étranger, avec toutes les conséquences et possibles mécomptes qui en découlent !

De son côté, l'Européen songe-t-il à un pareil effort de conditionnement? Pouvoir parler n'est pas tout. Contrairement à ce qu'on croit en général, la capacité de comprendre ne précède pas automatiquement. **La civilisation africaine traditionnelle s'exprime surtout par des proverbes**, où foisonnent images et allusions. On peut se trouver à peu près à l'aise dans une conversation courante pour demander un billet de bus et ne rien comprendre à ces proverbes. Surprenant révélateur des limites de nos capacités de communication.

Un Français qui parle allemand peut employer une grammaire et des mots différents pour dire la même chose, les caractères culturels particuliers véhiculés par ces deux langues européennes ne prédominant pas sur leur fond commun actuel. Par contre, **entre une langue européenne et une langue africaine il n'y a pas que le vocabulaire et la structure des phrases qui changent, chacune véhicule des modes de vie tout différents.** Prétendre pouvoir apprendre une langue africaine comme on apprend une langue voisine, en ne pensant qu'au mécanisme de traduction, serait une erreur.

L'Africain qui parle la langue de son interlocuteur européen ne s'est pas seulement adapté à lui; il a dû simultanément se «conditionner». En

25

Le technicien étranger connaît l'importance de la précision du vocabulaire dans son domaine de spécialiste. Cette précision fait partie intégrante du processus d'efficacité. En face de lui, l'autochtone a dû constamment s'adapter, innover, user de termes vagues, interprétables au gré des circonstances. (N'en concluons pas trop hâtivement pour autant que cette langue soit imprécise. Elle contient de nombreux termes juridiques, ou concernant les relations humaines, qui peuvent être très variés et subtils.) D'autre part, le langage précis et la démarche méthodique des techniciens ne correspondent pas toujours au rythme et à la logique

de la pensée des villageois. La raison cartésienne dit: le plus court chemin d'un point à l'autre est la ligne droite. La prudence africaine sait qu'il est moins risqué d'approcher de ce point par spirales successives. **Une symbiose de la précision technique européenne et de la sagesse populaire africaine est désirable; elle nécessite beaucoup de respect mutuel... et du temps.**

La plupart des techniciens étrangers cherchent à transmettre, telle quelle, leur science à un vulgarisateur autochtone, afin que celui-ci la diffuse en termes locaux. Cette spécialisation de fonctions est plus généralisée que la coopération, c'est-à-dire l'échange de conseils et d'expériences qui serait préférable. Cela se

26

Le système scolaire actuellement en place dans de nombreux pays d'Afrique n'a pas été instauré en vue de rendre les agriculteurs plus compétents. Des écoles ont été créées pour fournir les cadres inférieurs et moyens nécessaires aux grandes plantations, aux industries naissantes, au commerce et à l'administration. Et tout naturellement on y va pour ne plus avoir à faire de l'agriculture.

Pour les scolarisés, le retour à la terre signifie donc un échec. Une simple conversation avec d'anciens élèves est à ce propos révélatrice. Avec assurance, chacun affirme sa promotion : «Je suis instituteur... Je travaille à la banque... Je suis géomètre, électricien, chauffeur...» Mais, régulièrement, l'Ocimbundu d'Angola demeuré ou rentré au village répond: «Lacimue! Je ne

comprend. Mais les risques de malentendus sont très nombreux. Il faut en être conscient pour rétablir les joints manquants.

UN SYSTEME SCOLAIRE INADEQUAT

«Qu'utilises-tu au village de ce que tu as appris à l'école ?» Cette question laisse très généralement l'interpellé, s'il est paysan africain, bouche ouverte et désorienté. Sa réaction désarmante révèle **un hiatus complet entre l'école et la vie à la campagne**. N'en concluons pas que l'école est inutile ; elle est inadaptée.

27

fais rien!» Il ne veut pas dire par là qu'il est inactif. Il est cultivateur. Mais il n'a aucune fierté à l'affirmer. Il se déprécie à ses propres yeux, et publiquement, en déclarant innocemment: «Je ne fais rien!» Traduction : «Travailler la terre, ça n'a pas de valeur!» **Faire reprendre conscience au paysan de sa valeur d'homme et du mérite de sa profession** est un premier pas, indispensable et souvent facile. Cependant, il faut bien constater que la «valeur» d'une profession est déterminée aux yeux de la plupart des gens par la rémunération qu'on lui attribue. Si le gain du campagnard n'est pas trop inférieur à celui du petit fonctionnaire, la réhabilita-

tion est possible. Mais c'est rarement le cas. Et la prétention de vouloir revaloriser le paysan reste dès lors un discours creux.

Pire, le processus de détérioration se projette sur la jeune génération. Souvent, dans les villages, on entend des parents se plaindre de la désertion de leurs enfants. Mais comment ceux-ci auraient-ils le désir de suivre la voie de parents qui déclarent à toute occasion ne rien faire qui vaille, alors qu'ils mènent une vie dure et laborieuse? Les enfants cherchent la réussite scolaire pour quitter le village.

L'école contribue presque toujours, par conséquent, à vider la campagne de ses éléments les plus instruits, plutôt que de former des agents de son développement. Les parents campagnards se saignent aux quatre veines pour faire étudier

28

29

des conseils faciles de meilleure répartition des aliments au cours de l'année auraient suffi pour éviter le kwashiorkor, cette grave affection due à une carence de protéines — on demeure confondu de l'énormité d'une pareille erreur d'objectif.

Quelques Etats, comme la Tanzanie de Julius Nyerere, ont choisi courageusement des politiques visant à favoriser le rattrapage des campagnes. Sans ces mesures au plus haut niveau, il paraît ex-

des enfants qui vont ensuite contribuer à la prospérité urbaine. Ces parents et les frères restés au village aident ainsi involontairement à la croissance de l'écart du développement entre les villes et les campagnes. Problème bien connu, mais contre lequel on n'a jusqu'ici réagi qu'assez mollement.

Lorsqu'on pense aux énormes sacrifices consentis par parents et enfants pour quatre à dix années de scolarité qui n'apportent, en fin de compte, aucune amélioration au village — alors que la connaissance de recettes aussi simples que l'épandage de cendres sur les semences aurait protégé celles-ci des insectes destructeurs, ou que

trêmement difficile de contrebalancer l'exode rural et la fascination des villes. La cause mérite de retenir toute l'attention de ceux qui peuvent exercer une influence profonde sur le comportement des adultes comme des enfants. **Ecoles, mouvements de jeunesse, partis politiques, Eglises doivent absolument mettre en priorité à leurs programmes la revalorisation du travail de la terre.**

«SEIGNEUR MONNAIE »

On se plaint toujours d'avoir trop peu d'argent. Et pourtant, dans la brousse, la généralisation de son emploi est récente. Mais aujourd'hui sa présence, sinon son influence, paraît décidément plus importante que l'alphabétisation.

L'argent, semble-t-il, c'est le nouveau pouvoir magique. Avec de l'argent on peut tout faire, y compris s'assurer les compétences dont on manque. L'ignare riche peut se «payer» tous les spé-

cialistes qu'il désire. Le secret serait donc d'obtenir de l'argent. Je l'ai entendu appeler «Seigneur Monnaie». C'est la vraie divinité apparemment la plus efficace, qui compte le plus grand nombre d'adorateurs avoués ou cachés.

Mais l'argent c'est aussi la fatalité qui paralyse tout effort de ceux qui se croient voués à l'échec parce qu'ils n'ont pas accès à la fortune. Manquer d'argent, à leurs yeux, c'est être irrémédiablement condamné à l'incapacité, à l'impuissance, au désespoir.

Il faut apprendre à démythifier ce pouvoir magique de l'argent !

D'autre part, il convient de réaliser que beaucoup trop de projets de développement agricole, même d'inspiration philanthropique, ne se traduisent qu'en sommes à investir et normalement en profits escomptés.

Fait-on souvent l'étude du **rôle humain de l'argent** dans un projet ?

Ce serait un méchant jeu de mot de dire que le slogan chinois «compter sur ses propres forces» fait fortune en Afrique. Ce slogan est fréquemment repris dans les déclarations d'intention des gouvernements. Il est frappant, mais pas si facile à mettre en pratique. Il est fondamental.

«Compter sur ses propres forces» c'est l'antidote contre la fatalité de qui se croit pénalisé par la pauvreté. Reste à découvrir ces «propres forces» et comment les valoriser.

FATALITE ET CHANGEMENT

Le terme de «fatalité» vient d'être employé dans un sens moderne. Le sens commun de ce mot recouvre une réalité mal connue. L'Occidental qualifie volontiers de fataliste un peuple qui accepte l'adversité avec résignation. Il juge cette attitude passive et négative, rétrograde et méprisante, faute d'en comprendre les raisons. Ainsi passe-t-il à côté de la vie profonde de ce peuple.

On a souvent cité l'exemple de l'arbre tombé sur une piste. Va-t-on en faire le tour, ou va-t-on le débiter pour pouvoir passer tout droit et laisser le chemin de nouveau libre pour les autres? C'est trop simplifié de dire que les habitants du pays n'osent pas toucher à l'arbre parce qu'ils pensent qu'un esprit l'habite, tandis que l'étranger ne se sent pas concerné par ces croyances. Tel peut effectivement parfois être le cas. Mais, chacun vous le dira, il y a davantage d'arbres non habités que porteurs d'esprits.

Les deux réactions devant l'arbre tombé révèlent deux mondes, **deux inondes à l'opposite qui veulent se développer ensemble**. D'une part, on accepte l'existence de l'obstacle, on passe à côté sans y toucher, quitte à faire cent fois le détour, comme le feront tous les suivants. D'autre part, on refuse l'obstacle et l'on cherche à s'en débarrasser par un effort immédiat. Ces deux attitudes relè-

vent de deux expériences de vie totalement différentes.

Pour préparer un champ, le «technicisé» que je suis arrache chaque souche de toute l'étendue de la forêt destinée à la culture. L'Africain traditionnel coupe les arbres à hauteur de main et cultive entre les souches, qui sont laissées assez hautes pour être bien visibles et être évitées lors des travaux. Moi occidental ne peux pas me résoudre à labourer entre des troncs d'arbres. Par contre, pour le cultivateur de forêt avec ses modestes outils, mon essouchage serait un travail impossible.

C'est là que je commence à comprendre pourquoi il contourne le tronc de l'arbre sur la piste. Je commence à découvrir l'expérience fondamentalement différente de nos deux peuples respectifs. Je découvre que j'ai débité l'arbre de la piste et coupé les souches de la forêt parce que la société technicisée d'où je viens a **l'habitude de la domestication de la nature, de la victoire sur les obstacles et des grandes entreprises**. Je découvre par ailleurs que des hommes affrontés à des obstacles disproportionnés à leurs moyens, des populations que la maladie et la mort guettent tous les jours, n'ont pas d'autre choix que **l'adaptation au milieu et le moindre effort**.

Ces personnes savent, par expérience, qu'en cas de disette il convient d'éviter le plus possible de dépenser en effort physique ses calories. En

face d'innombrables dangers qui les cernent, en face de la précarité de la vie et des moyens de lutte disponibles, la capacité à s'adapter est décisive. Mieux vaut s'adapter que lutter. Il faut procréer davantage d'enfants puisqu'on se sent impuissant à les protéger, sourire encore à la vie et aux autres hommes au lieu de se morfondre dans l'adversité. Ce «fatalisme», comme nous l'appelons, n'est-il pas lui-même une adaptation et une protection?

Il faut saisir cette fragilité de la vie pour découvrir à quel point la médecine, les assurances, la science, le confort, l'organisation nous ont sécurisés, nous autres Occidentaux, et combien les victoires successives sur de nombreuses fatalités du passé ont aiguisé notre sens de l'action pour vaincre les difficultés.

Cela réalisé, nous allons progressivement mieux comprendre d'autres comportements quelquefois inattendus de nos partenaires en développement. Mais prenons garde ! Pendant que nous déchiffrons, analysons, évaluons cet environnement humain, pendant que nous essayons d'en tirer des conséquences, que font nos compagnons de route? Comment voient-ils, sentent-ils, vivent-ils eux-mêmes tout cela ? **Nul Occidental ne peut prétendre imaginer ou entrevoir «du dedans» tous les dérangements constants, désirables ou dangereux, qu'engendré la pénétration massive du monde technicisé dans les sociétés africaines traditionnelles.**

Cette pénétration n'est pas d'aujourd'hui. Autrefois ponctuelle et superficielle, imposée du dehors par l'administration et l'exploitation commerciale, elle devient de plus en plus globale et culturelle, à la suite de l'instruction et de la formation à tous les niveaux, de la consommation et du style de vie moderne.

Ce nouvel environnement d'importation risque d'illusionner l'Européen vivant en Afrique, de fausser son jugement sur les personnes qui l'entourent. S'il voit un groupe resté strictement fidèle aux coutumes ancestrales, il sait que ce groupe appartient à un monde culturel différent du sien. Mais en présence d'Africains qui vivent dans la même ambiance que lui, qui parlent sa propre langue, il s'imagine inconsciemment que ces gens ont les mêmes relations avec les choses que lui-même.

Ses compagnons peuvent porter au bras une montre de même marque que lui. Leur notion du temps ne sera pas automatiquement la même. Plaisante entrée en matière. Saura-t-il la saisir?

LE TEMPS

Un jour, je voyageais avec un ami africain, pasteur de paroisse, bon agriculteur et membre de la commission agricole de son Eglise. Nous parlions progrès. Ayant beaucoup travaillé ensemble, nous pouvions causer librement. Et je me plai-

gnais, une fois de plus, de la lenteur des agriculteurs de sa région à adopter certaines améliora-

tions de leurs pratiques. Irrité par ma remarque, mais diagnostiquant fort justement les raisons de mon impatience, cet ami se tourna brusquement vers moi et me demanda: «Mais enfin, tu ne vois donc pas tous les progrès de ces dernières années ? »

Choc réciproque, et lumière pour tous les deux.

Pour lui, représentant d'une société à traditions ancestrales, **les récentes petites innovations successives apparaissaient comme un maximum déjà essoufflant.** Pour moi, venu d'une agriculture en transformation incessante, **ces quelques rudiments ne semblaient pas permettre l'espoir d'un rattrapage.** Il a fallu cette franche explication pour découvrir nos normes respectives, pour mieux nous comprendre et accorder nos rythmes.

Nous portons tous inconsciemment en nous, comme norme de temps pour apprendre un métier, celui que nous-mêmes avons mis à l'apprendre. N'oublions pas qu'en Occident cet apprentissage n'a été possible, dans un délai relativement court, que grâce à tout l'entourage technique et culturel dans lequel il s'insérait. En milieu traditionnel africain, cet environnement est non seulement le plus souvent absent, il est encore inconnu.

Mais attention ! Au moment où l'on s'aperçoit que tout changement nécessite du temps, il faut se

rendre compte également que cette affirmation, si juste soit-elle, peut devenir dangereuse. Les anciens tenants de la colonisation, qui ne souhaitaient pas une émancipation contraire à leurs intérêts égoïstes, ont eu continuellement recours à cet argument pour freiner la formation des colonisés. **«Patience, il faut du temps» est un remède à usage interne contre l'impatience et la critique.**

CRAINTE, INCERTITUDE, PRECARITE DE VIE

Différentes réticences à première vue incompréhensibles à des innovations paraissant judicieuses sont classées, quelquefois trop vite et trop globalement, dans le casier des tabous. Les tabous sont nombreux, certes, et la possibilité de se libérer de leur emprise mérite la plus délicate attention. Mais tout n'est pas en soi sacré, intouchable, inviolable. Il peut y avoir d'autres causes plus profanes aux résistances «mystérieuses» auxquelles se heurtent les tentatives de développement. Même si leur approche est difficile, s'il est impossible de les repérer à l'avance avec sûreté et d'en programmer la libération, ces résistances ne peuvent rester ignorées. Il est indispensable qu'elles puissent se dénouer.

Reprenons le blocage, déjà signalé, qui s'oppose à la plantation des arbres fruitiers. Tant que les intéressés n'auront pas pris conscience de ce

dont ils se privent, et surtout pourquoi ils s'en privent, ainsi que de la possibilité de changer, toute démonstration comme toute argumentation buteront contre ce blocage. Les pépinières et tous leurs plants à disposition, à eux seuls, sont incapables de susciter une motivation suffisante.

Pourquoi ces bons agriculteurs, qui s'astreignent à l'effort immense de défricher la forêt pour cultiver du maïs, renoncent-ils à l'effort minime de planter des arbres fruitiers ?

Certains prétendent que l'homme qui plante un arbre mourra quand il en cueillera les premiers fruits. Cet argument est dissuasif, en effet. Mais ce tabou ne concerne manifestement pas tous les résistants. Tout un ensemble d'autres éléments intervient, dans le même sens, pour aboutir à la conclusion qu'on ne plante pas d'arbres.

Première explication: l'arbre fruitier est plus ou moins considéré du domaine public, chacun peut se servir librement, celui qui l'a planté n'en profite donc pas assez. Autre raison avancée : les colons propriétaires des grosses plantations ont souvent chassé les petits cultivateurs de chez eux, cette incertitude quant à la propriété ou à la jouissance d'un terrain est décourageante. Autre possibilité d'explication encore : la culture itinérante sur brûlis oblige à changer fréquemment de domicile, c'est-à-dire à abandonner la place avant d'avoir pu tirer bénéfice d'arbres produisant tardivement. (Est-ce là l'origine du tabou ? Empêcher que l'on

s'attache à des sols usés à cause des arbres plantés?) C'est ainsi que l'on accepte l'effort considérable d'une culture produisant dans un avenir très proche, six à douze mois, tandis que l'on refuse d'envisager des préoccupations à plus long terme, comme de planter des fruitiers qui ne produisent qu'après trois à cinq ans.

Cette description de la situation est obligatoirement trop schématisée. La réalité est plus complexe. Les terrains vierges se font rares. La société actuelle est en voie de fixation. Il y a de plus en plus de cultivateurs sédentaires. Mais ceux-ci ne gardent-ils pas, en général, les usages issus de leur mode de vie antérieur ?

Plusieurs interlocuteurs africains m'ont déclaré cette situation maintenant dépassée. Je veux bien croire qu'eux l'ont dépassée. Mais ailleurs elle demeure, et à tous les degrés. Eux-mêmes, d'ailleurs, m'ont raconté cette histoire révélatrice : «Chez nous vit une vieille femme. Depuis plus de vingt ans, elle ne plante plus de manioc qui met deux ans à se développer, parce qu'elle n'espère plus vivre aussi longtemps. Elle ne plante que du maïs et des haricots, productifs en quelques mois. Et cela, répétons-le, depuis plus de vingt ans ! »

En faisant spontanément la relation entre le refus de planter des arbres et le refus de leur voisine de planter du manioc, nos interlocuteurs se sont montrés perspicaces. Ils ont pris conscience du problème. Ils l'ont évalué et exprimé. Ils ont dé-

couvert pour leur compte la paralysie que constitue la prévision limitée à un an et se sont ouverts à l'action portant ses fruits à plus long terme. Enfin, ils ont établi que l'obstacle à la plantation du manioc n'était pas d'ordre exclusivement culturel mais d'espérance de vie, une donnée encore plus élémentaire que l'itinérance.

Le manque d'espérance de vie, l'incertitude, la précarité de l'existence engendrent un mécanisme d'adaptation, qui consiste à s'organiser à l'intérieur d'une marge de temps envisageable. Selon ces données, celle-ci se limiterait à un an. Au-delà, l'incertitude est trop grande.

On voit tout de suite les enseignements à tirer de cette approche de la situation :

- 1) Il ne faut pas généraliser abusivement. Des propriétaires de palmeraies, cajou ou autres cultures permanentes bénéficient d'autres conditionnements.
- 2) Toute situation est en évolution. Et, dans une même population, on peut rencontrer de grandes différences de degré d'évolution. Cependant, les normes sont communes.
- 3) Toutes les premières innovations proposées doivent pouvoir être vues comme réalisables dans un avenir prévisible. Les légumes, la conservation des semences pourront être envisagés dans l'immédiat et produire des résultats dans ce court délai.
- 4) Les progrès de la médecine et une meilleur

leur santé vont influencer favorablement l'espérance de vie. En conséquence, ils allongeront progressivement les termes des projets possibles.

5) Stabilité politique, changements libérateurs ou instabilité conditionnent l'espoir ou la crainte dans le temps, donc la disposition de la population à l'effort. Plusieurs campagnes ont été stoppées, d'une semaine à l'autre, par des changements politiques.

6) Que d'éléments variables et que d'impondérables ! Pas étonnant, dès lors, si les échecs sont plus nombreux que les réussites. D'où la nécessité de choisir des objectifs susceptibles de pérennité.

7) Entre les projets de production de biens exportables et monnayables* nécessaires à l'économie nationale, et le projet de vie des populations, la tentation est grande de choisir la solution de facilité de l'économie dirigée. Faut-il sacrifier le second aux premiers ? Y a-t-il possibilité de les conjuguer ? Peut-on faire de la bonne animation rurale sans évaluer ces enjeux, choisir avec lucidité ?

Si notre volonté est vraiment le développement, la promotion, la libération de populations jusqu'ici laissées pour compte, ou devenues de simples instruments d'une politique économique, on réalise immédiatement que les «projets» à leur

intention exigent maints critères complexes avant d'être valablement élaborés !

MAGIE ET RATIONALITE

Jusqu'à maintenant, nous avons évoqué surtout des résistances provoquées par l'introduction d'éléments extérieurs dans la société africaine traditionnelle. Avec le magisme, c'est-à-dire l'état d'esprit qui résulte de la croyance aux puissances magiques, on aborde un problème inhérent à cette société elle-même.

Rien ne s'oppose davantage à la compréhension raisonnée de la technique que l'esprit de magie. Magisme et rationalité sont des contraires absolus. Par rationalité nous entendons, ici, la démarche qui établit les relations de cause à effet, par magisme le recours à des forces mystérieuses sans vérification des phénomènes physiques.

Se servir constamment de sa raison, de la vérification expérimentale et scientifique pour étendre ses connaissances a fortement marqué l'Occident. Cela a influencé fondamentalement le monde de la technique et a structuré l'esprit des techniciens. Ainsi, quand ils veulent augmenter une production végétale, ils «savent» que cette augmentation va exiger l'emploi d'une quantité correspondante de fertilisants. De même, s'ils veulent accélérer l'élevage de la volaille, ils adapteront la ration alimentaire.

En Afrique, le constant appel à la magie pour se protéger ou atteindre un but n'a pas seulement suscité des pratiques divinatoires, incantatoires et toutes sortes de sortilèges. Cela a aussi structuré profondément la manière de penser et d'agir de ceux qui s'y livrent. Prenons un exemple. Pendant longtemps, la corne d'antilope suspendue à la ceinture ou la pierre cachée dans un champ ont été les «remèdes» assurant la productivité. Aujourd'hui, les engrais chimiques sont les substituts efficaces des anciens gris-gris. On ne peut pas attendre qu'il en résulte facilement une notion de quantité !

Ces deux voies — magisme et rationalité — sont connues. On est cependant loin d'en distinguer toujours avec suffisamment de clarté les incidences dans les rapports entre hommes et groupes conditionnés par l'une ou l'autre. De très nombreuses incompréhensions, souvent inconscientes, ont pour origine l'ignorance de ces éléments fondamentaux, souvent liés aux tabous tenus secrets. Leur découverte est une révélation. La croyance très répandue selon laquelle les filles ne doivent pas manger d'oeufs, au risque de rencontrer de grosses difficultés lors des accouchements, n'est pas automatiquement effacée par un cours ménager comprenant les meilleurs principes de nutrition.

Le désir sincère de saisir le pourquoi de propos étranges, ou de comportements à première vue

étonnants, change totalement les relations entre gens de cultures dissemblables. Il les améliore beaucoup. Mais une attitude réceptive et bienveillante, seule, ne suffit pas. **Celui qui voudrait interpréter des attitudes pour lui bizarres à partir d'idées reçues de sa propre culture risquerait fort de se fourvoyer**, s'il n'a pas lui-même perçu l'orientation réelle de l'autre. La distinction entre rationalité et magie permet de mieux découvrir comment elle se manifeste dans chaque groupe.

MICRO-GEOGRAPHIE DES BESOINS

Au terme de ce rapide inventaire de quelques-uns des principaux obstacles au progrès agricole en Afrique, deux dernières remarques s'imposent.

On distingue souvent entre «pays» développés et «pays» sous-développés. Cette distinction est trop générale. Et cette généralisation déforme la réalité. Dans le tiers-monde, à l'intérieur d'un même Etat il y a des endroits développés et d'autres sous-développés. Les capitales, ou pour le moins leurs centres commerciaux, ressemblent davantage à l'Occident qu'à leur arrière-pays. Constructions, industrie, commerce, salaires, style de vie, accès à l'instruction correspondent plus ou moins aux standards des secteurs riches des pays riches. Autour, la campagne ne bénéficie presque pas de cette prospérité.

Il y a là le dangereux bourgeoinement d'un déséquilibre croissant. Au lieu d'être l'avant-garde, un pôle de développement, de trop nombreuses capitales africaines se contentent de prendre la place de l'ancienne métropole coloniale, accaparant pour elles tous les avantages, bénéfices, aides et subventions. Il en résulte une nouvelle distorsion dramatique.

La ville a trop tendance à traiter la campagne en simple pourvoyeur de vivres. Non seulement elle se nourrit des produits des champs, mais ce sont les bénéfices prélevés sur ces produits et les taxes des exportations agricoles qui lui assurent un standard de vie très supérieur à celui des ruraux. Réalise-t-elle suffisamment qu'elle-même a aussi des devoirs à l'égard de «la brousse» ?

Les campagnards, eux, abdiquent presque toujours devant la ville. Ils la croient indispensable. Ils attendent d'elle trop exclusivement de l'argent. Ils doivent devenir eux-mêmes des artisans de la réhabilitation de leurs propres valeurs. Et c'est collectivement qu'ils parviendront à s'imposer.

Un effort de développement rural ne peut parvenir à un résultat satisfaisant, s'il n'intègre pas à sa vision et à son programme la relation avec

la ville.

Comment définir les besoins fondamentaux de la campagne ? Trois priorités immédiates : minimum alimentaire, santé, dignité. Ces besoins

humains ne coïncident pas toujours avec les impératifs des statistiques économiques. Leur amélioration ne correspond pas nécessairement à l'index de croissance.

Une région peut être qualifiée de hautement productrice parce que ses exportations de sucre représentent une belle source de devises. D'autres vastes régions paraissent insignifiantes parce qu'elles n'exportent presque rien. Mais la situation alimentaire et sociale peut y être nettement meilleure que dans le bidonvillage de la grande plantation, qui n'a laissé aucun arpent de terre pour des légumes.

La satisfaction des besoins élémentaires d'une population rurale est la condition première de son «démarrage».

III

Quelques recettes efficaces

Les responsables de toute entreprise cherchent à mettre de leur côté le plus de chances de réussite possible. C'est naturellement le cas dans les exploitations agricoles à but lucratif. Et la plupart des programmes de développement rural en Afrique ne font pas exception. Visant le meilleur résultat, les chefs de «projets» adoptent des critères susceptibles de conduire le plus facilement au succès: terres fertiles, un certain degré préalable d'évolution de la population, motivation existante ou potentielle, marchés envisageables. Même les services de vulgarisation n'échappent pas à la règle.

Ces choix, évidemment, excluent les «sans-espoir». Vaut-il la peine de s'orienter vers les lieux les plus défavorables ? Que penseraient de projets trop ingrats les promoteurs et bailleurs de fonds ? Et combien de temps les agents d'exécution parviendraient-ils à tenir le coup sur le terrain, si aux dures conditions de travail s'ajoutait le scepticisme des experts provoquant des réticences de financement ?

Les projets de développement dans les situations extrêmes doivent être clairement envisagés

comme tels. Il ne s'agit pas de rechercher le succès au meilleur prix, mais de se sentir responsable **d'un service.**

Ainsi, dans les montagnes de Madagascar ou dans le Sahel à demi aride, loin des centres et sans communication, là où aucun organisme officiel ne s'aventure, quelques volontaires ou des missionnaires décidés ont trouvé la simplicité, la ténacité et le courage de se mettre à la tâche aux côtés des plus défavorisés. Ils ont réussi à persévérer. Leur action à contre-courant a été spontanément reconnue, en plusieurs occasions, comme extrêmement valable par des responsables de gouvernements ou d'organisations internationales.

On trouvera dans les pages qui suivent quelques principes et méthodes de travail éprouvés, qui permettent dans des conditions jugées «désespérées» d'obtenir des résultats significatifs avec un minimum de moyens.

LA CHASSE AUX GOULETS D'ETRANGLEMENT

Pour contribuer efficacement à n'importe quel programme de développement, il faut d'abord **repérer les facteurs limitatifs, les goulets d'étranglement qui empêchent le progrès**, puis découvrir la meilleure façon de les éliminer.

Si vous disposez de riz, de feu et d'une casserole, mais si vous manquez d'eau, ce manque

d'eau rend inutilisables les éléments à votre disposition pour cuire du riz. Ainsi en va-t-il dans de nombreux cas. L'absence d'une seule chose empêche l'utilisation de toutes les autres. En agriculture, il peut s'agir d'un outil irremplaçable, d'eau pour arroser, de moyens de transport. Le manque de santé paralyse le travail. Les maladies empêchent ou détruisent les élevages et les cultures.

N'a-t-on pas souvent le tort de vouloir pousser des «projets» qui exigent de trop nombreuses innovations simultanées ? Des cultures ou un élevage intensifs exigent beaucoup de connaissances nouvelles, une machinerie compliquée, des engrais, de l'organisation. Mieux vaudrait commencer par repérer le facteur le plus faible, le point le plus vulnérable des opérations, et concentrer sur lui les efforts. L'élimination de ce goulet d'étranglement permettrait, immédiatement, un meilleur rendement des autres facteurs de production. Sans compter qu'agir ainsi, sur un point unique, est moins coûteux que de chercher à opérer partout à la fois.

Ce raisonnement paraît simple et logique. Il est cependant rarement appliqué de manière systématique. Rappelons-nous que les projets à l'européenne, qui obligent en général à opérer des changements sur plusieurs, voire sur l'ensemble des éléments d'un projet, sont réalisables dans une économie développée mais deviennent déraisonnables dans une situation de démarrage.

C'est pourtant vrai que souvent une première amélioration en exige une seconde ou une série d'autres, parce qu'elle ne serait pas rentable toute seule. Il est en conséquence crucial de bien évaluer les actions envisagées. L'élimination d'un facteur limitatif peut-elle assurer par elle-même une amélioration? Ou des changements simultanés sur un minimum de points sont-ils réalisables ?

Prenons deux exemples, la sélection des semences et celle des porcs.

Une simple sélection des variétés de semences déjà employées dans la région permet un accroissement modeste mais appréciable de rendement, sans changement de méthodes. Ce tri des semences ne coûte rien. Il se porte sur un objet connu. Il est facilement compris. Il développe le sens de l'amélioration possible. Et n'est-ce pas une excellente manière de «compter sur ses propres forces » ?

L'introduction de variétés entièrement nouvelles à haut rendement, comme le maïs hybride, exige par contre chaque année l'achat de semences, d'engrais et d'insecticides. De meilleurs soins culturaux deviennent obligatoires, de même qu'une adaptation à la préparation de la farine. En théorie, ce changement global semble justifié par l'extraordinaire augmentation de production possible. Mais, l'expérience l'a montré maintes fois, une telle opération ne peut être positive que lorsque les cultivateurs sont déjà parvenus à maî-

triser cette somme de changements simultanés.

Commencer par des facteurs simples, isolés, accessibles et peu dépendants de l'extérieur a prouvé être le meilleur moyen d'encourager et de conduire les cultivateurs vers d'autres changements plus exigeants.

Deuxième exemple, les porcs sont nombreux dans la plupart des pays africains. Mais les races locales sont peu productives. L'alimentation insuffisante est souvent assurée par du maïs en grain non moulu. Ne retenons, entre tous, que ces deux plus importants problèmes : la race médiocre et l'alimentation inadéquate.

Dans un petit centre agricole au sud de l'Angola, une amélioration manifeste a été obtenue en multipliant des porcs métis rustiques, de croissance rapide, de bonne qualité marchande. Mais au village ces animaux vigoureux et de grande taille se sont mis à bousculer les enclos de pieux, à saccager jardins et cultures, à dévorer petits canards et poussins, semant la panique. La première tentative s'est donc soldée par des pertes dépassant les gains de la rapide croissance des porcs. Mais il était relativement facile de construire des enclos plus solides.

Beaucoup plus compliqué est le problème de l'alimentation. Les animaux à l'enclos exigent qu'on leur fournisse une nourriture complète et équilibrée. L'agriculteur dispose normalement de grains ou de tubercules, qui représentent l'élé-

ment calorique. En général manquent les protéines, vitamines et minéraux. Il doit les acquérir à l'extérieur. Ces achats en grandes quantités exigent toute une organisation, une installation de conditionnement, moulin mélangeur et réserve, ainsi qu'un système de commercialisation avec transport. Indispensable un jour pour obtenir un rendement optimum, cela dépasse au départ les moyens existants.

Dans un premier temps, comme dans le cas cité tout à l'heure, la simple visite d'un conseiller aux enclos villageois a pu suffire. Des plantes trouvées sur place, à bonne teneur de protéines, ont été ajoutées au maïs. Fatigués de leurs grains secs, les porcs se sont rués sur la poignée de légumineuses vertes, montrant leur vrai besoin aux propriétaires. Cette démonstration était aisée. Elle n'a coûté que le déplacement du démonstrateur. Elle n'a exigé de la part des paysans rien de difficile. Et ce tout petit succès initial leur a ouvert la voie à d'autres progrès plus grands, accessibles demain.

L'animateur perspicace découvre de nombreuses autres petites interventions semblablement utiles, dont l'effet est vérifiable le jour même ou dans un délai très court. Cette «chasse aux facteurs limitatifs» peut être entreprise à l'intérieur des structures déjà en place, puisqu'elle cherche à intervenir seulement sur les défauts de pratiques existantes. Son rôle perturbateur est minime. Elle

est créatrice d'initiative et d'indépendance. Elle est hautement dynamisatrice sous une apparence bénigne, n'en déplaît aux statisticiens qui auront de la peine à la classer dans leurs colonnes de chiffres !

POUR UNE FORMATION AGRICOLE FEMININE

Les femmes africaines accomplissent traditionnellement une grande part des travaux des champs. C'est connu. Et pourtant rares sont les écoles d'agriculture qui leur accordent une place. Pourquoi? Le rôle de la femme se limite-t-il, dans l'agriculture, à l'usage de ses bras? Ne vaut-il que subordonné à celui de l'homme ?

Dans les régions où les hommes se déplacent de plus en plus fréquemment et en grand nombre vers les villes et les mines, beaucoup de femmes produisent péniblement seules la nourriture de leur famille. C'est surtout dans de telles circonstances qu'apparaissent les lacunes de l'enseignement agricole actuel. On instruit les hommes. Au champ, on rencontre des femmes. L'enseignement pensé exclusivement pour les hommes vise avant tout les cultures commerciales et la productivité. Les femmes, elles, se trouvent en face des **impératifs de la subsistance**.

Cet aspect de la «subsistance» existe aussi, bien entendu, là où maris et femmes travaillent

ensemble. Mais il est alors caché par la priorité donnée à la production. Et les résultats sont parfois désastreux. Pendant les sécheresses de ces dernières années, par exemple, on a observé de la disette dans des pays gros producteurs de maïs, parce que cette culture avait totalement supplanté celle du manioc, qui constituait autrefois une réserve valable, cachée dans la terre. Fait significatif, ce sont des femmes qui, les premières, ont identifié l'erreur d'avoir abandonné la culture du manioc !

D'autres raisons semblables et diverses montrent l'extrême importance qu'il y a à faire participer les femmes non seulement aux travaux, mais aussi à la réflexion sur les «pourquoi» et «comment» des différentes activités campagnardes. Une pareille promotion féminine conditionne directement la promotion de la famille comme celle de l'ensemble de la société. Il faut éviter qu'elle soit ressentie comme une concurrence pour l'homme. Elle propose une coopération constructive.

Au début, il vaut mieux ne pas envisager des programmes de formation agricole pour les femmes isolément, indépendamment de ceux préparés pour les hommes. Des cours mixtes ainsi que des rencontres de couples ont déjà permis de faire plusieurs constatations intéressantes. Les échanges sont plus faciles que prévu. Ils semblent avoir été souhaités, même si l'on n'avait pas su ou osé en prendre l'initiative. Loin de son partenaire, il

est aisé de mettre les «impossibilités» sur le dos de celui ou de celle qui n'est pas là. Côte à côte, on s'entraîne à s'expliquer sans échappatoire. Les griefs ne manquent pas. C'est une occasion de les exprimer. Dans un groupe, c'est plus facile. Un certain contrôle mutuel évite les débordements, les réactions trop brutales, et permet de trouver des accommodements.

Dans ces rencontres mixtes de recherche et de discussion, il est impossible de dissocier technique et relations humaines. C'est une aubaine. Car **tout progrès collectif dépend davantage de la qualité des relations humaines que de procédés techniques.** Comment l'un des partenaires peut-il véritablement avancer, si l'autre s'y oppose? Le succès dépend, avant tout, d'une volonté et d'un acquiescement communs. Ce que l'on élabore ensemble, on peut ensuite se le rappeler mutuellement.

Un certain nombre de couples témoignent déjà favorablement des résultats de leur commun cheminement. La découverte de leur complémentarité favorise leur épanouissement. Elle permet de franchir victorieusement des difficultés. Cette manière de «vitaliser» le couple, l'unité de base de la société, mérite d'être toujours mieux encouragée.

APPORT DE L'AGENT EXTERIEUR

Aux aléatoires «Il faut», «On va faire» et autres projets préfabriqués, il est préférable de se demander : «Qu'est-ce qui ne va pas ? Où se trouve le nœud? Par où commencer?» Ces propos plus appropriés conduisent à la recherche et à la compréhension des vrais besoins, du facteur limitatif qui constitue précisément l'obstacle auquel on s'achoppe, «le» problème qu'on n'est pas parvenu à résoudre.

L'individu ou le groupe local vivent ce blocage plus ou moins consciemment. Ils le subissent en général comme une fatalité. Ils ne peuvent l'analyser objectivement, n'ayant pas l'habitude de ce genre de démarche.

L'intervenant extérieur, par opposition, a l'expérience de la démystification de la fatalité. Il n'en subit pas le poids. Il aborde l'obstacle comme un problème à résoudre. Il a l'habitude de la marche à suivre. Il sent immédiatement les mesures à prendre. Il connaît peut-être la méthode ou les produits qui rendront le mieux service. Placé en face d'un problème, il «voit» ou «entrevoit» ou «espère vite trouver» une solution, alors que la population qui subit ce problème depuis longtemps «sait» par expérience qu'elle n'a pas trouvé de solution. Souvent elle en conclut qu'il n'y en a pas, et elle ne cherche plus.

L'agent extérieur dispose donc de cet élément

qui manque au groupe bloqué: l'assurance ou l'espoir de trouver. Dès lors, son art sera de ne pas trouver tout seul mais d'aider les autres à découvrir. En distribuant trop vite des solutions toutes faites, on a souvent manqué l'occasion de réhabiliter la capacité créatrice d'hommes conditionnés à se croire incapables. Aussi bien intentionnées soient-elles, beaucoup d'aides au développement ne sont pas parvenues à éviter ce piège.

Aider les autres à trouver par eux-mêmes est une belle intention, enthousiasmante pour le néophyte. Elle n'est malheureusement pas facilement réalisable. Avec insistance, on supplie presque toujours le technicien de donner la solution. Accepter cette pression serait confirmer ou replonger les autres dans leur conviction d'incapacité. Attendre qu'ils découvrent par eux-mêmes c'est espérer leur victoire. Mais les autres ont-ils également, comme le technicien, cette espérance qui permet de chercher jusqu'à ce qu'on trouve ? N'ont-ils pas tendance, répétons-le, à conclure avec fatalisme qu'il n'y a pas d'espoir pour eux, puisqu'ils n'ont pas encore trouvé? Oui, l'animateur doit savoir quelquefois composer, accepter de mâcher un peu la besogne, oser suggérer avec prudence la solution.

Dernière remarque importante, le technicien peut être sollicité à donner des solutions toutes prêtes aussi bien, et souvent plus, par des personnes instruites que par des non-alphabétisés.

C'est en somme naturel. Les personnes instruites ont l'habitude d'obtenir renseignements et solutions des autres. L'exercice de la découverte reste donc aussi utile avec elles.

Pour chacun, **constater sa victoire sur la fatalité est encore plus important que la victoire elle-même**. C'est ce qui va permettre des actions de plus en plus difficiles.

DE LA MEFIANCE A L'INITIATIVE

On a vu de nombreuses fois des agriculteurs refuser de soumettre leur bétail à des vaccinations ou à des bains détoxifiants, anti-parasites, à cause d'un accident survenu une quinzaine ou une vingtaine d'années auparavant. Les succès évidents obtenus par la suite dans la lutte contre la péripneumonie bovine, par exemple, auraient dû ramener l'accident du début à ses justes et minimales proportions. Mais même des succès rapides ont de la peine à effacer un traumatisme initial.

Il faut donc absolument **créer un climat de confiance**, par sympathie amener les intéressés à comprendre l'avantage pour eux de l'entreprise engagée. Vaccinations et bains parasitocides, prévenant les maladies, sont des mesures essentielles pour l'amélioration de l'élevage du bétail. Leurs effets sont vérifiables. Des services vétérinaires gouvernementaux poursuivent ces pratiques avec

une relative constance. Leurs efforts méritent d'être soutenus, reconnus comme extrêmement bénéfiques malgré de possibles aléas.

A propos de ces mesures de prévention et des réactions qu'elles suscitent, relevons trois observations significatives: 1) Les mesures prises sont d'ordre stratégique, d'elles dépend la vie ou la mort des bestiaux, mais elles ne sont pas réalisables à ce stade d'évolution par les propriétaires eux-mêmes. 2) C'est la continuité des campagnes successives qui peut seule produire de bons résultats. 3) Il s'agit là d'un succès «technique», de l'éventuelle «acceptation» par les paysans d'une intervention extérieure, pas encore de leur part d'une réelle «prise de responsabilité».

Pourquoi ce manque d'enthousiasme, cette réticence, cette défiance de la part des agriculteurs? La lutte contre les maladies infectieuses existe pourtant déjà, à l'occasion, dans la société traditionnelle. Certains y ont découvert depuis longtemps que la peste porcine, par exemple, qui tue près de 90% des animaux atteints, est transportée par des morceaux de viande contaminée. (Cette connaissance est utilisée à l'occasion comme un moyen de nuire, en lançant un os infecté dans l'enclos de son ennemi !) La décision est collectivement prise de s'abstenir de toute transaction de viande de porc, en cas d'épidémie, chacun s'engageant à annoncer publiquement et sans délai l'apparition chez lui de la maladie au lieu de

la cacher selon la tendance naturelle, ceci afin que tous puissent retenir enfermées les bêtes ordinairement laissées en liberté.

Confrontons ces deux attitudes des agriculteurs. D'un côté il y a réticence voire refus des vaccinations ou des bains parasitocides, de l'autre côté découverte et organisation spontanée d'un programme de prévention. Et ces deux comportements contraires sont souvent simultanés.

Pourquoi ces paysans, qui ont su s'organiser pour lutter contre la contamination des porcs, n'ont-ils pas établi une relation entre leur vieille façon d'agir et les nouvelles vaccinations? Ne serait-ce pas à cause de leur méfiance vis-à-vis des services vétérinaires gouvernementaux? Il est impensable qu'il y ait éternellement incompréhension, opposition entre des porteurs d'expériences et d'espérances aussi concordantes. L'agent de développement peut être, à ce propos, un excellent catalyseur. Il est bien placé pour donner la chiquenaude nécessaire, pour faire passer le «potentiel scientifique» des paysans sur un nouvel objet, pour établir ou rétablir des relations de confiance. A l'occasion de la peste porcine, la population avait elle-même découvert le moyen de protéger les animaux. Elle avait réalisé, dans ce cas, la nécessité de la prévention et de la solidarité, condition du succès. Partant de cette expérience vécue, le conseiller pourra avec précaution aborder le cas nouveau, parallèle, de la vaccination et des bains

anti-parasites. Cette relation saisie, une voie de progrès pourra s'ouvrir sur tout un éventail de possibilités inédites et fructueuses.

D'autres exemples que celui de la prévention des maladies animales pourraient encore être donnés ici. **Un bon moyen pour instaurer un climat de confiance, indispensable à la réussite, c'est de cesser d'opposer le nouveau à l'ancien, mais au contraire de montrer le lien de continuité qui relie les propositions de techniques modernes avec les coutumes ancestrales.** La population locale ne les ressentira plus comme une dangereuse intrusion de l'extérieur. Elle les regardera comme un complètement bienvenu de ses propres pratiques. Elle sera prête à en assumer les frais et à en prendre la responsabilité.

COMPTER SUR SES PROPRES FORCES... OUI, MAIS COMMENT?

Un autre gros danger permanent, dans le domaine du développement agricole, c'est que l'aide reçue devienne pour les bénéficiaires une source d'asservissement. Les dépendances physique (esclavage) et politique (colonialisme) sont en grande partie dépassées de nos jours en Afrique. On y secoue actuellement la domination culturelle européenne. Mais restent, bien solides, les dépen-

dances économique et technique. Pour beaucoup ce sont les fatalités contemporaines les plus irréductibles. Et il est impossible de lutter contre elles avec les mêmes moyens que contre les précédentes. La force ou l'usure peuvent faire céder les contraintes physiques. Seuls des choix lucides réussissent à libérer du pouvoir de l'argent ou du mythe de la technique.

Pour ne pas risquer de s'aventurer dans l'illusoire, précisons tout de suite que personne n'est jamais totalement indépendant, autonome. On dépend toujours des autres. Cela est même souhaitable. Le contraire serait de l'isolationisme égoïste et stérilisant. Mais la dépendance désirée doit être un échange libre, non pas une contrainte. Pour atteindre à cette liberté, il faut voir et savoir rompre les filets qu'individus et groupes tissent continuellement sur leurs voisins, afin de les capturer et de les maintenir à leur merci.

L'argent peut être terriblement dominateur. Chacun le sait. Inutile d'épiloguer longuement là-dessus. Comme la drogue, la dépendance d'une aide financière produit une accoutumance dangereuse. Se prémunir contre ce danger demande une ferme détermination d'en sortir «par ses propres moyens». Et l'une des tâches les plus délicates de l'expert agronome sera de contribuer à créer des conditions qui permettent cette opération.

Oui à l'argent service, non à l'argent servitude !

BOEUFs CONTRE TRACTEURS

Pour ou contre le tracteur ? La question divise les développeurs en deux camps. Dans une première phase, la traction par boeufs est plus économique, à la portée du plus grand nombre. Le boeuf est un produit local. Son carburant ne coûte rien. Sa manutention n'exige que peu de nouvelles connaissances à ajouter à l'expérience des bergers. Sa perte éventuelle est supportable, et le boeuf est mangé. Mais voilà, un tracteur exécute le travail plus rapidement et à moindre peine. Sa grande capacité est tentante. Par conséquent, au lieu de «compter sur ses propres forces» et se servir de la traction animale, on désire absolument une machine. Il se trouve toujours une organisation commerciale ou philanthropique pour la procurer. L'attente du tracteur devient paralysante. L'idée de dresser des boeufs est abandonnée, ou leur dressage suspendu. On continue les sarclages manuels et les transports sur la tête, au lieu de chercher à évoluer en adoptant des techniques intermédiaires. Si le tracteur arrive, on s'aperçoit qu'il exige beaucoup d'argent sonnante à exporter, non seulement pour son achat mais pour toute son utilisation, pour le carburant, les huiles et pièces de rechange, l'assistance technique. Sujet à des pannes fréquentes, il ne passe pas chez chacun comme on l'espérait. Résultat: on sème trop tard, et les récoltes sont mauvaises. De nombreuses

fois, une «aide» apparemment judicieuse cause plus de mal que de bien. Elle a rendu ses bénéficiaires trop dépendants de l'extérieur.

Cet exemple classique du tracteur ne signifie nullement qu'il faille régulièrement s'opposer à son emploi. Sûrement pas. Le tracteur contribue et contribuera toujours davantage à l'extension de la production. Grâce à lui, des travaux d'aménagement de terrains sont rendus possibles, qui ne se feraient jamais autrement. Et ce n'est pas tout. Les jeunes, qu'il serait si important de retenir au village, aiment les machines. Il ne faut cependant pas assigner au tracteur un rôle trop déterminant, disproportionné, dans le processus global du développement.

Dès lors, quelle attitude le conseiller associé au débat doit-il adopter? Laisser faire, ou poursuivre son argumentation dissuasive, ou encore participer à l'élaboration du projet pour lui donner le plus de chance de succès possible ? Attention au risque de se désolidariser des cultivateurs en semblable situation.

Oui à la machine libératrice, non quand elle devient asservissante !

VALORISER LES CONNAISSANCES LOCALES

Résultat d'une longue expérience vécue, les connaissances locales méritent d'être remises en évidence et en honneur.

Malheureusement, des tentatives dans cette direction ont été quelquefois regardées comme rétrogrades ou subversives. Après l'introduction sans adaptation suffisante d'un système scolaire de type européen, dans l'ancienne ambiance de «supériorité» colonialiste, le savoir local africain a été considéré comme non valable, et même à l'extrême comme illicite. On a confondu, par exemple, remèdes indigènes et sorcellerie. Des langues vernaculaires ont été interdites à l'école, dans plusieurs territoires.

Les populations ont alors vécu une terrible tension entre ce qu'elles connaissaient et vivaient traditionnellement d'une part, et d'autre part les nouveautés d'une civilisation importée, à laquelle elles n'avaient du reste que très partiellement accès.

Il en est résulté pour beaucoup de gens une forte perplexité et une crainte paralysante. La plupart du temps, on évite de parler de ce qui semble réprouvé. On a peur de se compromettre. On ne sait plus ce qui est juste ou pas. On finit par ne plus rien choisir du tout, pour ne pas risquer de se trouver en désaccord soit avec la tradition, soit avec la civilisation moderne. Dans les conversations, cette pénible incertitude se traduit par un soin habile à toujours répondre par des formules évasives et interprétables à volonté.

Quels sont maintenant les réflexes du technicien en face de procédés archaïques ? Il a ten-

dance, nous l'avons déjà dit, à juger de la valeur des techniques qu'il rencontre sur les résultats obtenus. Il observe de maigres rendements. Il sait qu'il est possible d'en obtenir de supérieurs. Les méthodes locales lui paraissent donc sans valeur, insignifiantes. Cette réaction est fréquente, compréhensible. Mais elle est fautive. Ce faisant, le technicien passe sans les voir à côté de valeurs très réelles, et le cultivateur se sent frustré. Cela suffit pour empêcher entre eux une libre expression et la communication.

Comme certaines langues vernaculaires, **sous-utilisées ou abandonnées les connaissances agricoles traditionnelles risquent de se perdre**. Le souci de les transmettre disparaît. Et il ne sera pas possible de les faire resurgir plus tard d'une bibliothèque ou d'un musée, puisque la tradition était seulement orale. Combien de spécialistes ont quitté leur lieu d'activité temporaire sans laisser de notes sur les constatations faites. Tout organisme de développement devrait inscrire dans le cahier des charges de ses techniciens l'obligation pour eux de mettre par écrit leurs observations. Une copie serait destinée à l'employeur, une autre à l'organisme d'envoi, le technicien en gardant une lui-même. Cette précaution éviterait des pertes irrémédiables. Et les successeurs ne seraient plus condamnés à toujours repartir de façon absurde à zéro, comme c'est souvent le cas, hélas! Des éléments de connaissances traditionnelles

jaillissent parfois spontanément au cours de l'élaboration concrète de projets. Après une rencontre où j'avais évoqué la nécessité d'utiliser l'expérience des anciens, la discussion s'est poursuivie très animée fort avant dans la nuit, m'a-t-on rapporté par la suite. Hors de la réunion formelle, sans technicien étranger ni ponton, les villageois se sont demandé entre eux pourquoi ils avaient abandonné les connaissances du clan. N'était-ce pas la faute des enseignants et missionnaires occidentaux, qui les avaient orientés vers une vie familiale réduite à la dimension père-mère-enfants ? Autrefois, les hommes se retrouvaient tous les soirs sur la place du village. Maintenant, l'homme doit demeurer chez lui avec sa femme. Il n'y aurait plus de communication collective.

Décompte fait des risques de schématisation, il y a beaucoup à apprendre de petites palabres de ce genre. Il a fallu l'intervention d'un élément étranger pour susciter la réflexion. Dans ce cas précis, cette provocation à réfléchir, faite par un autochtone, n'aurait probablement pas suscité pareil écho. Lancée par l'étranger, elle a libéré du conditionnement à son égard. Mais il a fallu ensuite l'intimité du clan pour permettre une libre expression. Et il a enfin fallu un climat de confiance pour pouvoir en parler librement entre nous tous.

Les connaissances spéciales, remèdes ou recettes, constituent des sources de revenus pour

leur détenteur. Celui-ci aura naturellement la tentation d'en garder jalousement le secret. C'est pourquoi nombre de guérisseurs meurent sans avoir transmis à d'autres leur science, qui est ensevelie avec eux et perdue pour le groupe. De même, à un moindre degré peut-être, chacun aime à garder pour lui-même les connaissances qui lui permettent un supplément de gain.

Il s'agit d'en tirer des conséquences positives. **Cacher son savoir c'est condamner chacun à ses seules ressources; au contraire, échanger sa science permet à chacun de bénéficier des connaissances de tous. Cacher ses connaissances c'est se condamner soi-même et toute la société à la médiocrité ; accepter de partager son savoir-faire est la clef du développement.** Cette idée, facilement compréhensible, est vraiment révolutionnaire. Elle s'applique aux connaissances locales traditionnelles, comme aussi aux connaissances nouvellement acquises.

Le seul fait pour l'animateur de laisser systématiquement la parole aux cultivateurs, de les écouter avec attention, révèle une mine de renseignements, de savoir et d'expériences insoupçonnés. Dans chaque groupe se trouvent des individus qui savent des choses utiles ignorées des autres. Il faut leur donner le désir et l'occasion d'en faire bénéficier tout le groupe. Avec des personnes venant de régions différentes, on dispose évidemment d'une collection plus variée d'expériences.

Mais déjà entre les habitants d'un même village l'échange peut être étonnant.

Au cours d'une discussion avec une trentaine d'étudiants d'une école de théologie, tout à coup un participant lâche une allusion au soja. Le soja est une nouveauté dans le pays. «Qui cultive du soja?» Quatre mains se lèvent. «Qui sait l'employer?» Deux étudiants seulement. Ces deux-là devront montrer comment ils utilisent le soja aux deux qui ne savent pour l'instant que le cultiver. Et les quatre partageront leurs expériences avec les vingt-six autres.

Le même genre d'exercice peut se répéter ailleurs, avec le réglage des roues de bicyclette, par exemple, ou la manière de confectionner une paillasse à l'aide de sacs à sucre et des spathes de maïs. A chaque coup, le jeu est gagnant, sans qu'il coûte rien.

Mais souvenons-nous qu'il est plus facile de modeler des nouveautés que des pratiques traditionnelles. Ces dernières sont encombrées de scories. Un pas décisif est franchi quand la population parvient à choisir les éléments les plus valables de ses traditions populaires et à s'en servir efficacement. Puisant à une source d'expériences qui lui est propre, elle découvre que **le progrès ne signifie pas uniquement l'adoption de techniques étrangères; un équilibre est possible entre la culture ancestrale et celle d'importation.** Cette découverte est fondamentale. Elle redonne aux cultivateurs du

courage et le sens de leur dignité. Elle facilitera énormément les relations entre jeunes et vieux.

Le chemin peut être long jusqu'à ce qu'on réussisse à atteindre ce point de prise de conscience et de libération. L'enjeu est cependant suffisamment important, si l'on prétend à un «vrai» développement, pour mériter toute l'attention et tout le temps nécessaires. Et l'on ne peut envisager de relever avec succès le défi, ne nous lassons pas de le souligner, sans être parvenu au préalable à établir avec ses partenaires un climat de confiance.

Allons-nous apprendre la confiance pour devenir capables de relever ce défi ?

TENSIONS ET COHESION

Il serait néanmoins faux d'envisager le développement rural en idéalisant à l'excès les modèles artisanaux, anciens. Idolâtrer la «simplicité» d'an-tan serait se présenter comme partisan de l'immobilisme et adversaire de la promotion. A l'opposé, vouloir offrir tout le XXe siècle en bloc est une autre forme de paternalisme. Il faut apprendre à être positif à l'égard du progrès, sans en être obsédé.

Le désir d'augmenter et d'accélérer la production, la tentation d'utiliser des moyens plus rentables, de remplacer les bras par des machines, la motivation par l'organisation poursuivra toujours

l'agent de développement. Ce désir lui est d'ailleurs très utile, comme un aiguillon le poussant à agir, mais auquel il doit savoir résister.

En fait, **tout processus de développement ne peut se vivre autrement que dans un continué état de tension.**

Qu'il s'agisse des dépendances techniques, du langage employé, du système scolaire, de l'emprise de l'argent, du poids du fatalisme, de la notion du temps, de l'attitude des cultivateurs devant la vie ou la magie, l'expert agronome se trouvera constamment dans une situation très ambiguë. Sa position ne peut qu'être inconfortable. Respectueux des traditions, des modes d'existence et des coutumes agricoles locales, il a cependant pour tâche de les faire évoluer. C'est sa raison d'être, et d'être là. Le technicien sera ressenti, simultanément, comme un ami et comme un perturbateur.

Cette inévitable tension entre l'obsession de développement et l'immobilisme conservateur est à la vérité **un remarquable ressort de progrès**, s'il reste dans de justes limites, à l'intérieur de ce que la population peut effectivement assumer de manière permanente. Pour cela, toutes les innovations doivent correspondre à ses aspirations profondes. Et elles doivent être introduites à un rythme compatible avec sa propre évolution. D'où l'importance de la durée des séjours des techniciens, comme l'importance de la cohésion de leur

travail dans le temps, toujours en harmonie avec le bien-être réel des agriculteurs.

Les nombreux cimetières de tracteurs, en Afrique, doivent au moins avoir pour effet et profit l'enterrement définitif de l'illusion des raccourcis impossibles.

LES COORDINATIONS NECESSAIRES

Il y a souvent un redoutable manque de cohérence dans les programmes de développement, aussi bien au niveau local que national.

Prenons un cas précis, celui de la culture des rizières.

L'irrigation est un facteur très important d'augmentation du rendement. Le riz immergé représente l'une des meilleures productions à l'hectare. Mais les cultures inondées augmentent la surface des eaux stagnantes. Et là se multiplient les moustiques anophèles vecteurs de la malaria, ainsi que des escargots qui jouent un rôle dans le cycle de transmission de la bilharziose, cause de terribles anémies et de graves troubles urinaires ou intestinaux. Tout l'avantage d'une meilleure production alimentaire peut ainsi être détruit par la fréquence de ces maladies.

Faut-il pour cela abandonner les cultures en rizières inondées? Bien sûr que non. Un antidote est envisageable. Il existe des poissons grands

consommateurs de larves de moustiques, d'autres qui mangent les escargots. Il serait donc fort indiqué que tout projet de riziculture s'accompagnât d'un programme de pisciculture. Les paysans y trouveraient leur compte : une augmentation de la production agricole, une santé moins menacée, une alimentation améliorée.

Pour la plupart des cultivateurs, la vie, l'alimentation, la santé, le travail, le gain forment un tout vécu globalement. Mais les intervenants extérieurs, eux, sont multiples et travaillent en général de façon indépendante les uns par rapport aux autres. Ainsi, la culture du riz relève du Ministère de l'Agriculture ; la terre, du Cadastre ; l'irrigation et les poissons, des Eaux et Forêts ; les risques de maladies, de la Santé; la bonne nutrition et l'animation, des Affaires sociales; la vente du riz, de l'Economie... Et la liste n'est pas terminée. Farouchement attaché à ses prérogatives, chaque service gouvernemental poursuit ses plans spécifiques, sans trop se soucier de ce qui se fait ailleurs. Aux premiers stades du développement, les populations rurales n'obtiennent pas de ces diverses entités administratives, avec leurs filiales spécialisées à tous les niveaux, l'appui cohérent nécessaire. **Il faut sur le plan local des organes de consultation assez souples, capables de faire la synthèse des «projets de vie communautaire locale»,** et qui puissent servir d'interprète, de pont, entre la population et les différents services admi-

nistratifs. A défaut, les susciter est l'une des tâches les plus utiles de l'animateur.

Partout aujourd'hui, dans la littérature sur le tiers-monde comme dans les séminaires de spécialistes des questions agricoles, chacun s'en va affirmant et répétant qu'il n'y aura jamais de réel développement, tant que les gens concernés n'auront pas pris eux-mêmes en mains leur destinée, tant qu'ils seront l'objet de l'aventure des autres. Or même ceux qui professent ces principes très justes n'échappent pas facilement aux règles d'efficacité qui les ont formés. A commencer par la nécessité de prévoir les résultats d'un «projet» dans un temps déterminé par eux.

Comment voulez-vous que les populations les plus démunies puissent s'exprimer en termes de rendement? Le pouvoir de prévision calculée méthodiquement correspond à l'expérience du monde de l'efficacité. Si elles l'avaient, ces populations ne croupiraient plus dans le marasme de l'immobilisme et du sous-développement. Elles seraient déjà sur la route du progrès. Elles n'auraient plus besoin de l'aide étrangère. Le nier serait de la démagogie.

Ce sont évidemment les spécialistes qui peuvent établir des « projets », avec description par chapitres et paragraphes, le tout bien échelonné dans le temps et budgeté selon les instructions des organes de financement. Mais poussons jusqu'au bout l'examen de la réalité. **Jusqu'à quel point ces**

spécialistes restent-ils vraiment des interprètes du cheminement de la population, s'ils devancent ou submergent par leur compétence les tâtonnements du peuple, qui essaie «ses propres forces»?

Tirons les conséquences qui s'imposent:

- 1) Que les promoteurs s'astreignent à s'assurer de l'ordre biologique de la naissance des «projets» — naissance désirée, légitime, à terme?
- 2) Tout naturellement, cela conduit à découvrir la préséance à accorder aux «animateurs ruraux» sur les «chefs de projet».
- 3) Ces animateurs indispensables sont trop rares. C'est vers leur recrutement et leur formation «ad hoc» que doivent converger, en priorité, les efforts de toutes les entités impliquées dans la promotion rurale.

LA DYNAMIQUE VILLAGEOISE

Suivre la dynamique propre à une société en démarrage est difficile. Il faut le savoir. Et il faut vouloir s'accorder au rythme de cette société.

Travaillons toujours **à partir des aspirations manifestées par les intéressés.** Parmi celles-ci, commençons par celles qu'il est possible de réaliser dans le délai le plus court.

Une première réussite est très stimulante et permet une nouvelle entreprise. Une deuxième

victoire alimente l'enthousiasme, avec lequel il devient possible d'envisager des tâches de plus en plus considérables.

Entre ces étapes, il faut veiller à **respecter les temps nécessaires** à l'adaptation, au repos et autres besoins de la nature humaine et de la collectivité.

IV

L'importance des relations humaines

Les problèmes de développement rural sont complexes. Le travail des techniciens d'agriculture y est fort délicat. Il exige en même temps le respect des autres et la confiance en soi, un esprit d'entreprise et beaucoup de prudence, le double souci de maintenir ce qui est valable dans l'agriculture traditionnelle et d'introduire le plus judicieusement possible des méthodes modernes.

Dès qu'on passe du domaine des idées, des principes, de la conception de «projets» grandioses et souvent chimériques pour se trouver «sur le terrain», en face des difficultés de la vie réelle, on s'aperçoit que la technique agricole est totalement subordonnée aux relations humaines.

Pour réussir, un programme de développement doit être non seulement compris mais élaboré par les intéressés eux-mêmes. Ce principe, maintenant largement reconnu, reste encore à être appliqué. Celui qui en découvre les vertus en est enthousiasmé ; il n'est pas encore arrivé au bout de ses peines.

Au sein d'un groupe, l'animateur s'applique à faire naître des initiatives, à faire prendre des décisions. Mais rien ne se passe si le chef d'opinion,

l'aïeul, le chef religieux, n'est pas présent. Comment les participants pourraient-ils émettre une opinion avant d'avoir pris son avis? La référence qui permet de prendre des décisions se trouve ailleurs que dans le groupe de travail. L'intervenant étranger peut l'ignorer totalement.

L'élaboration d'un «projet» par une population comprend donc l'acquiescement de son autorité spirituelle, sociale et politique. Cette autorité, qui influence et guide les citoyens, n'est pas toujours physiquement visible au technicien étranger. D'où l'obligation pour celui-ci d'accepter des délais dont il ne perçoit pas les raisons, des décisions formulées différemment de ce qu'il entrevoyait. Il découvrira plus tard, dans la mesure du possible, les raisons de ces évolutions étonnantes.

Etre bien conscient de ne savoir jamais qu'une partie de ce qui se passe aide le technicien à accepter les limites de son rôle.

DONNER C'EST GAGNER!

Dans les sociétés occidentales, l'enseignement scolaire obligatoire est conçu sur une longue durée, qui permet d'acquérir une «somme» de connaissances. Les programmes sont identiques pour tous. Aucune raison n'incite les élèves à transmettre immédiatement à leurs camarades ce qu'ils viennent d'apprendre.

Il en va autrement dans une société en voie de développement, où la formation doit consister beaucoup plus en l'acquisition d'un savoir-faire qu'en une mémorisation de connaissances. **Tout «étudiant» peut ainsi devenir rapidement lui-même un agent de propagation de ce nouveau savoir.** Communiquer ses découvertes au fur et à mesure est hautement stimulant, dynamisant. Mais cette dynamique particulière implique que les matières enseignées correspondent aux besoins locaux, puissent être utilisées dans l'immédiat.

Les techniciens du développement doivent en garder constamment conscience dans l'élaboration de leurs leçons, cours, séminaires et rencontres d'animation rurale. Des occasions d'exercices pratiques de communication doivent être ménagées dans chaque session de formation. Un cours de jardinage, par exemple, au village même, peut être suivi d'une retransmission par les participants à leurs voisins. Ou une démonstration de recette culinaire peut être complétée d'une répétition chez les voisines. Le vulgarisateur suivra lui-même ces exercices pour en contrôler le déroulement.

LES ANIMATEURS

Plutôt que des agents diplômés sortis d'instituts de niveau supérieur, **ce sont les gens de la base, sur place, qui deviennent en général les**

meilleurs animateurs ruraux. Ce service n'est pas réservé aux spécialistes de l'agriculture. Des instituteurs, des infirmiers, des catéchistes font également l'affaire, s'ils ont une bonne formation générale et sont bien intégrés dans le milieu.

L'animation consiste, avant tout, à mettre de la vie là où ça stagne, ou à la ranimer, à la faire se développer, s'épanouir. Et cette vie n'est pas seulement matérielle et biologique. L'espérance y est décisive, la satisfaction aussi. Pour ce genre de travail, la motivation profonde de l'animateur est spécialement importante, ainsi que sa capacité d'entraîner utilement et efficacement les énergies populaires. Cette aptitude est rarement celle d'un élève qui vient de terminer ses études.

En Afrique, on l'a déjà signalé, l'école a trop fréquemment pour modèle et pour but une vie différente de l'existence à la campagne. Il en résulte logiquement un impérieux besoin d'autre chose. **Une reconversion en direction de la population demeurée au village est par conséquent nécessaire.** Les meilleures connaissances ne sauraient en aucun cas la remplacer.

S'il veut être pris au sérieux, l'animateur local doit participer à la vie du village. Il doit rester près des cultivateurs, partager concrètement leurs préoccupations quotidiennes, peut-être même accepter d'être privé d'un bon gain fixe de fonctionnaire. En recevant son salaire d'ailleurs, il serait délivré des aléas et impondérables de la météoro-

logie, des insectes et des prix de vente désastreux. Mais il «démontrerait» que ce n'est pas à l'agriculture qu'il doit sa prospérité. Pour être un modèle vraiment utile, il lui faut parvenir à la réussite grâce à la production agricole, dans les conditions de n'importe quel paysan.

On rétorquera qu'il est indispensable de bien rémunérer le personnel d'encadrement rural, si l'on veut encourager un plus large recrutement parmi les scolarisés autrement attirés par les villes. En fait, un afflux de pareils «employés» appâtés par un salaire régulier tombé des caisses de l'Etat risquerait fort d'accroître le malaise, de faire contre-sens et contre-modèle. **Rien ne remplace la consécration, le désintéressement et le dévouement de volontaires et de militants convaincus.**

Leur préparation doit être directement adaptée à leurs problèmes et conditions de travail. Il faut organiser pour eux des périodes de formation courtes et répétées, des rencontres régionales réunissant des personnes d'un assez large territoire pour permettre un échange d'expériences profitable, en ayant toujours soin de laisser prédominer l'engagement pratique sur la théorie. L'essentiel est d'inculquer aux animateurs de base, puis de développer chez eux, l'habitude de détecter et de faire découvrir par leurs proches les points sur lesquels une victoire relativement facile peut être remportée. Et il importe aussi essentiellement de les rendre opiniâtres, de les armer d'un fort esprit

de suite dans leurs démarches, afin qu'ils ne se laissent pas vaincre par les difficultés successives, ni réenvahir par l'idée défaitiste de fatalité.

L'expert agronome doit s'astreindre à visiter régulièrement les animateurs locaux, en prenant tout le temps nécessaire. Il ne sera plus alors surnommé «boule de poussière» par les cultivateurs, qui ne le voient en général passer que de loin sur la route, en auto, à grande vitesse.

Il faut absolument supprimer le hiatus, la terrible coupure, qui sépare les techniciens des praticiens. Tant sur le plan individuel que collectif, le vieux préjugé colonial de «distance» à maintenir entre les chefs compétents et la main-d'oeuvre servile n'a pas encore complètement disparu. Il doit être remplacé par une nouvelle «rencontre» fraternelle, qui se traduise par de fructueux échanges.

L'animation consiste à retrouver un ferment vivant pour la pâte existante.

UN MILIEU FAVORABLE

L'Etat a la responsabilité d'orienter la politique agricole de l'ensemble du pays. Il dispose pour cela d'un corps hiérarchisé de fonctionnaires, avec ses cadres de conception et d'exécution, ses intermédiaires administratifs. Une idéologie de service du peuple, si elle est intimement et réellement

vécue par les supérieurs, peut communiquer à ce personnel la stimulation nécessaire. Mais l'expérience montre que les meilleures dispositions gouvernementales ne suffisent pas, en général, pour que la population adhère et participe effectivement au programme national proposé.

Et c'est là que se découvre la valeur complémentaire de certains types d'organismes privés. Ceux-ci ne peuvent pas assurer la couverture entière du pays. Mais ils atteignent directement un nombre limité de personnes, qu'ils parviennent à motiver fondamentalement. Ils permettent ainsi des démarrages, dont peuvent ensuite tirer parti les pouvoirs publics. D'éminents observateurs et analystes du développement l'ont aujourd'hui reconnu: **les groupes volontaires d'action rurale peuvent aller «plus vite et plus loin» que les institutions officielles.** La nécessité pour le gouvernement de se charger de l'orientation de la totalité de la population ne devrait pas porter ombrage à ces groupes privés.

A cet égard, **les communautés chrétiennes forment un milieu particulièrement favorable.**

Malgré d'inévitables faiblesses humaines, on y trouve un climat de fraternité, de confiance et de réconciliation. Le service désintéressé est largement pratiqué dans les communautés paroissiales, qui ont souvent acquis une remarquable expérience de gestion communautaire. Les chrétiens savent que l'égoïsme doit faire place à la préoccu-

pation des autres, de toute la collectivité, comme le recommandent par ailleurs les développeurs-sociologues. Cette recommandation leur est du reste prescrite de longue date par l'Évangile selon lequel ils prétendent vivre.

Et puis les chrétiens sont convaincus de l'absolue nécessité d'un changement de mentalité. Ils croient au besoin de conversion. Leurs regards ne sont pas tournés vers le passé mais vers l'avenir. Ils ne veulent plus être esclaves du fatalisme. Ils se reconnaissent libres et responsables devant Dieu, gérants de sa Création. C'est le fruit naturel de leur prédication et de leur foi.

A l'intérieur des communautés chrétiennes se développe un réseau de relations fraternelles, qui ne se limitent pas aux groupes locaux mais s'étendent au monde entier. Cette confiance réciproque représente un atout remarquable, dont on a trop rarement conscience et qui a été trop peu utilisé. Comme pour l'éducation, l'assistance sociale ou les soins aux malades, les communautés chrétiennes sont qualifiées pour remplir un rôle «prophétique» de pionniers dans le difficile domaine du développement rural. Elles connaissent leurs limites financières et techniques. Elles n'ont aucune raison impérative de rester en compétition, lorsque d'autres institutions, organismes étatiques ou coopératives, sont prêtes à prendre le relais.

Mais, pour l'instant, la carence générale de personnel qualifié en matière de développement

rural, l'extrême difficulté de trouver des cadres africains pour les «projets» agricoles et même pour la relève des expatriés, dans les «projets» existants, doivent pousser les Églises à mettre la formation pour le développement en bonne place dans leur liste des grandes urgences.

DES CHANCES DE SUCCES

Tout au long de cette approche du développement, l'accent a porté sur les mécanismes plutôt que sur des méthodes. Les situations rencontrées ont souvent mis en question les procédés des organisations en place. Le lecteur attend assez logiquement, pour conclure, une proposition qui tienne compte de ces observations.

Diverses tentatives de développement communautaire sont actuellement en cours. Plusieurs sont entreprises par des gouvernements décidés à favoriser un développement par la base. Les plus connues sont les «Ujamaa» de Tanzanie et, plus récemment, les «Fokonolona» de Madagascar. D'autres émanent d'organisations non-gouvernementales, comme les «Maisons familiales rurales» du Sénégal et autres pays francophones.

Quelle que soit la forme adoptée, le risque renaît toujours que les structures écrasent la base. Certains secteurs d'activités, l'industrie lourde par exemple ou l'exploitation du pétrole, peuvent

nécessiter et supporter des structures coûteuses. Par contre, un poids semblable serait une flagrante contradiction dans l'amorce d'un développement communautaire.

Là, un réseau de relations fraternelles de confiance fait bien mieux l'affaire. C'est exactement ce qu'il faut. Et c'est irremplaçable. Ces relations confiantes tiennent lieu de structures. Elles assurent une communication effective. Et, de plus, elles sont gratuites, ou presque.

Qu'attend-on finalement du développement rural ? **Un style de vie qui satisfasse la communauté villageoise elle-même.** Tous les efforts doivent s'ordonner dans ce but.

BIBLIOGRAPHIE

(revue et augmentée)

- La vulgarisation agricole en Afrique et à Madagascar*, par Pierre Chantran, Larose, Paris, 1972. INADES (Institut africain pour le développement économique et social): Publications nombreuses.
Liste des publications au 1.1.1977, 9 pages.
Bibliographie : *Développement rural en Afrique noire, vulgarisation et animation*.
Economie rurale: 15 fascicules.
Vulgarisation: *Connaître le milieu rural*, 2 fascicules.
Cours d'initiation au développement: 2 séries de 9 cahiers.
- L'animation agricole*, par Roger Pasquier, Editions universitaires, Fribourg, 1973. *Développement rural et coopération agricole en Afrique tropicale*, par Bernard Comte, Editions universitaires, Fribourg, 1968.
- Dossiers d'études édités par le service «Jeunes» du Comité français pour la campagne mondiale contre la faim, rue de Lille 82, Paris. *Formation pour l'agriculture et le développement rural*, FAO-UNESCO-BIT, Editions FAO, Rome, 1976. *De l'aide à la recolonisation*, par Tibor Mende, Editions du Seuil, Paris, 1972. «Majeures et majoritaires: les femmes», dans *Cérès* (revue FAO sur le développement), N° 44, 1975. «Interventions éducatives et animation dans les programmes de développement rural», dans *Options méditerranéennes*, N° 8, 1971. «Quelle éducation pour quel développement?», dans *Perspectives UNESCO*, Vol. V, N° 1, 1975. *Les mécanismes du sous-développement*, par Y. M. Albertini, Coll. Economie et Humanisme, Editions ouvrières, Paris, 1974.
- Le développement agricole africain*, par René Dumont, Presses universitaires de France, Paris, 1965. *Nous allons à la famine*, par René Dumont, Editions du Seuil, Paris, 1966. *La croissance de la famine ! Une agriculture repensée*, par René Dumont, Editions du Seuil, Paris, 1975. *Paysans écrasés, terres massacrées*, par René Dumont, Editions Laffont, Paris, 1978.

... et autres ouvrages du même auteur.
Évangélisation et développement, édité par Pain pour le prochain
 (protestant), l'Action de Carême et le Conseil missionnaire
 catholique, Suisse, 1972. *Le développement au ras du sol*, par Jean Gray, Editions Entente, Paris, 1978.
Promotion de la femme rurale, par Guy Belloncle, IRAM, 1973. *Le chemin des villages, formation des hommes et développement rural en Afrique*, par Guy Belloncle, L'Harmattan, Paris, 1979. *Jeunes ruraux du Sahel*, par Guy Belloncle, L'Harmattan, Paris, 1979. *La pauvreté richesse des peuples*, par Albert Tévoédjrè, Editions ouvrières, Paris, 1978. *Les chrétiens et le développement rural*, par Pierre Batchelor, traduit de l'anglais, Alliance évangélique, Paris, 1979. *Marc, volontaire*, par François Brune et Stéphane Goury, Documents Frères des Hommes, Alsatia, Paris, 1977. *Paysans d'Afrique noire*, par Hugues Dupriez; Terres et Vie, Nivelles, 1980. *Small is beautiful, une société à la mesure de l'homme*, par E. F. Schumacher, traduit de l'anglais, Editions du Seuil, Paris, 1978.

TABLE DES MATIERES

I. Sur le terrain.....	9
Difficulté du dialogue	11
Les techniciens.....	14
La ferme modèle n'est pas un modèle	18
II Les résistances du milieu rural	21
L'héritage du colonialisme	21
Langues et langages.....	24
Un système scolaire inadéquat	27
«Seigneur Monnaie».....	30
Fatalité et changement.....	32
Le temps.....	35
Crainte, incertitude, précarité de vie	37
Magie et rationalité	42
Micro-géographie des besoins.....	44
III. Quelques recettes efficaces	47
La chasse aux goulets d'étranglement	48
Pour une formation agricole féminine	53
Apport de l'agent extérieur	56
De la méfiance à l'initiative.....	58
Compter sur ses propres forces... oui, mais comment?	61
Boeufs contre tracteurs.....	63
Valoriser les connaissances locales	64
Tensions et cohésion.....	70

Les coordinations nécessaires	72
La dynamique villageoise	75
IV. L'importance des relations humaines . .	77
Donner c'est gagner!	78
Les animateurs	79
Un milieu favorable	82
Des chances de succès.....	85
Bibliographie	87

Achévé d'imprimer
(quatrième édition)
sur les presses de l'Imprimerie Groux
à Lausanne, Suisse,
le 15 septembre 1980

DÉJÀ PARU AUX ÉDITIONS DU SOC

Jean Anderfuhren: *Evangile et politique — Faut-il s'engager?*
Kathrin Lutz-Marxer et Christoph Lutz: *Muraho!* (album en couleurs pour enfants, présentation du Rwanda)

En collaboration avec Labor et Fides :

Jacques Rossel : *Mission dans une société dynamique*
Erich Beyreuther : *Nicolas-Louis de Zinzendorf, l'apôtre de l'unité*
Hans-Ruedi Weber: *L'invitation au festin*
Olga Christen : *Le plus beau sourire du monde*
André Biéler : *Le développement fou*
*** *Je lance ma joie vers le ciel*

Adressez vos commandes aux Editions du Soc,
case postale 136, 1000 Lausanne 9, Suisse

Ce livre sera pour beaucoup une révélation.
«Oku lima» veut dire : labourer, semer, cultiver. Ce terme umbundu se retrouve, avec quelques variantes, dans la plupart des autres langues bantoues. Il signifie le travail traditionnel par lequel le petit paysan africain obtient sa subsistance, en opposition avec l'agriculture moderne technicisée à l'occidentale des grandes plantations produisant pour l'exportation.

Sans l'accord et la participation active de la paysannerie traditionnelle, aucune solution aux véritables problèmes de l'Afrique n'est possible. Et les meilleurs projets de développement rural des gouvernements, agences internationales ou organismes philanthropiques sont souvent voués à l'échec.

Fort d'une expérience de plus de vingt années passées «sur le terrain», Edmond Racloz fait découvrir à ses lecteurs, à l'aide de nombreux exemples révélateurs, les difficultés rencontrées par les techniciens engagés dans les actions de développement. Il repère les principales raisons des résistances observées en général de la part des populations locales. Et il signale quelques recettes efficaces, en démontrant l'importance des relations humaines.

Cette intéressante découverte des problèmes aujourd'hui de l'agriculture en Afrique s'accompagne, pour le lecteur, d'une tout aussi passionnante découverte de la culture et de la mentalité africaines.

Après avoir travaillé dix-sept ans en Angola, Edmond Racloz a été chargé par le Comité de coordination des projets agricoles de l'Alliance missionnaire évangélique et du Département missionnaire des Eglises protestantes de la Suisse romande, en 1971, de stimuler la lutte contre la malnutrition dans les Eglises associées d'outre-mer. Il a pu ainsi visiter une vingtaine de pays d'Afrique et Madagascar.

